



Bureau du Plan

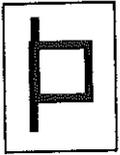
DG4551

51

novembre 1990

**Méthodologie des projections à long terme  
des comptes de la Sécurité sociale**

M. Englert



**Bureau du Plan**

**Direction générale**

(90)ME/4551/a/5951

**Méthodologie des projections à long terme  
des comptes de la Sécurité sociale**

**par Michel Englert**

Novembre 1990

*L'ensemble de la Direction générale du Bureau du Plan a collaboré aux différents travaux qui ont servi de base à cette publication, sous la direction de Monsieur Richard de FALLEUR*

## Table des matières

I.	Présentation sommaire du modèle MALTESE	4
I.1	Introduction	4
I.2	Méthodologie	4
I.3	Complexité de la procédure de simulation	9
II.	Quelques modules en détail	12
II.1	Remarques préliminaires	12
II.2	Prévisions conventionnelles	12
II.3	Le module "soins de santé"	17
II.4	Le module "dette publique"	19
III.	Un exemple : la simulation BASE 1	22
III.1	La méthodologie au travers des tableaux de résultats	22
III.2	Quelques caractéristiques des résultats de "Base 1"	25
IV.	Autres scénarios	32
V.	Conclusion	
V.1	Etat de développement de la modélisation	36
V.2	Variante à étudier	37
V.3	Portée de méthodologie	39
V.4	Premiers enseignements	40
	Fiche technique de la simulation n° 1 ("BASE 1")	42

## I. Présentation sommaire du modèle MALTESE

### I.1 Introduction

Consulté en 1989 par le gouvernement sur les perspectives financières à très long terme de la Sécurité sociale à l'occasion de l'élaboration d'un système d'âge flexible de la pension, le Bureau du Plan met alors en chantier un nouveau modèle, le modèle MALTESE<sup>(1)</sup>. **Ce modèle permet de simuler les grandes tendances de l'évolution à long terme des recettes, dépenses et solde des branches de la Sécurité sociale - sur base de la réglementation actuelle ou d'une réglementation alternative - dans des scénarios macroéconomique, démographique, socio-démographique<sup>(2)</sup> et de politique sociale donnés.**

Le modèle MALTESE est en plein développement et plusieurs modules sont encore au stade embryonnaire. Il est néanmoins déjà opérationnel et les premiers résultats ont déjà été diffusés. Dès la fin de l'année 1989, une projection de référence à l'horizon 2040 était communiquée au gouvernement, ainsi qu'une variante testant l'impact d'un système d'âge flexible de la pension. En mai 1990, le Bureau du Plan organisait un colloque dont la première journée était consacrée à la méthodologie de base du modèle MALTESE, aux résultats de deux projections de référence articulées sur deux scénarios macroéconomiques alternatifs et à une étude portant sur la sensibilité des résultats aux variables démographiques, socio-démographiques et de politique sociale.

### I.2 Méthodologie

Le modèle est amorcé par les scénarios macroéconomique, démographique, socio-démographique et social. Le contenu de ces scénarios est brièvement présenté dans la figure 1. A noter que le scénario socio-démographique fournit en projection une ventilation exhaustive de la population répartie par sexe et classe d'âge entre différentes catégories "socio-démographiques" (pensionnés, actifs, invalides, étudiants, etc...).

Le modèle lui-même est formé d'une **structure d'identités** qui génèrent les déterminants essentiels de l'évolution à long terme des recettes et dépenses des différentes branches de la Sécurité sociale (cfr. figure 1). Du côté des recettes, il s'agit essentiellement des assiettes des cotisations, des taux (implicites) et des transferts du Pouvoir central; du côté des dépenses, il sagira le plus souvent :

(1) "Model for Analys of Long Term Evolution of Social Expenditure".

(2) Ce qualificatif sera explicité plus loin.

- de l'évolution du **nombre de bénéficiaires** dans les différentes branches du système de sécurité obligatoire;
- de l'évolution du **montant moyen** des indemnités des bénéficiaires.

Au niveau du nombre de bénéficiaires, le modèle capte non seulement les conséquences des scénarios démographique, macroéconomique et social sur le nombre total des bénéficiaires, mais également l'évolution de leur répartition entre les régimes (régime général des salariés, régime des indépendants, régimes du secteur public, etc...) en fonction de l'historique de la répartition de l'emploi, avec une approche différenciée par sexe (cfr. graphique 1).

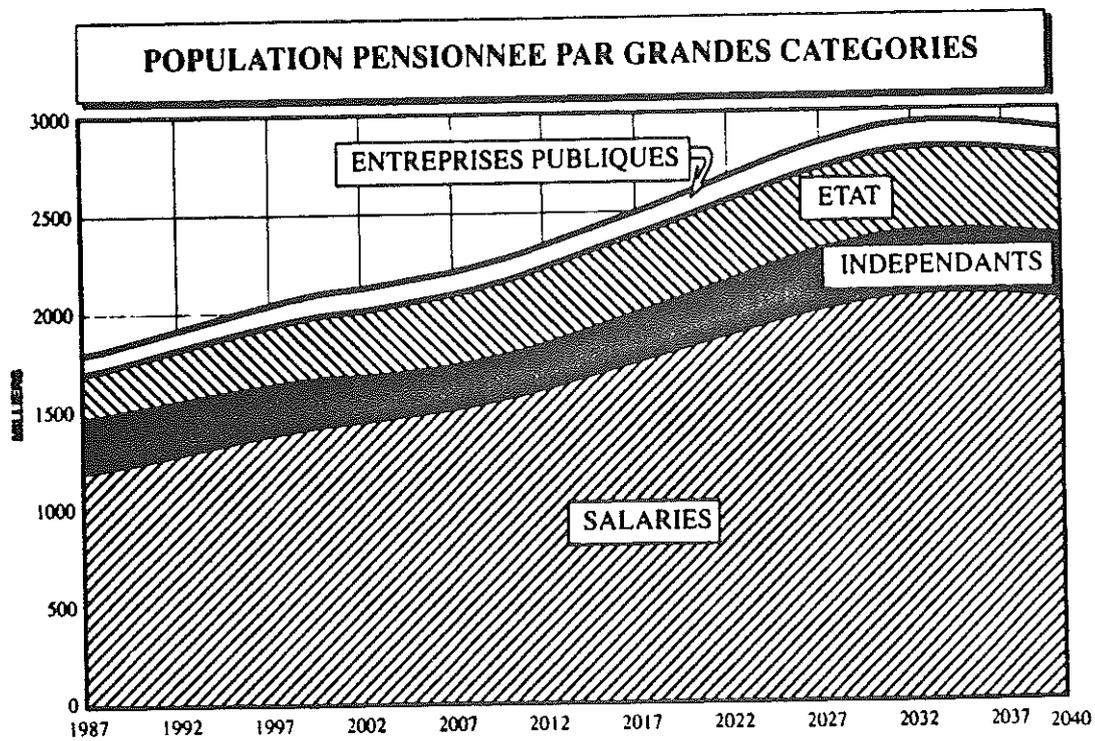
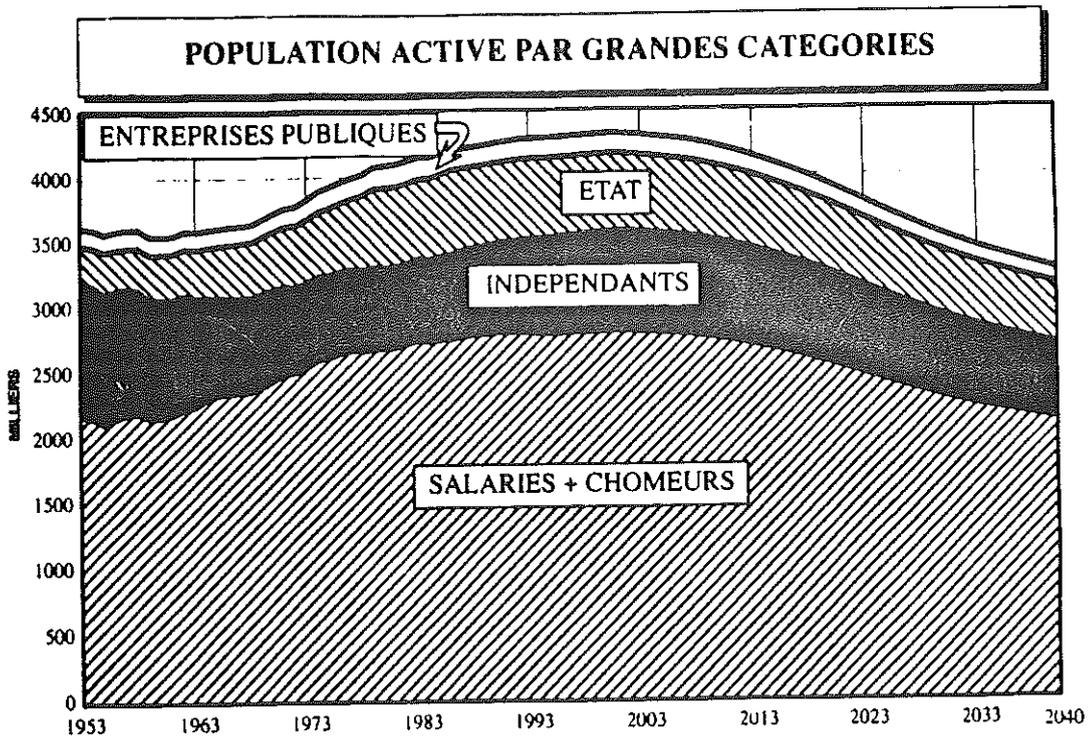
Au niveau du montant moyen d'indemnisation, la modélisation tient compte, régime par régime et branche par branche, des éléments essentiels des mécanismes qui entrent en jeu, à savoir, le plus souvent :

- le salaire de référence pour les nouveaux bénéficiaires (qui, dans le cas des pensions par exemple, est fonction de l'évolution du taux de salaire tout au long de la carrière);
- le taux de croissance des indemnités versées aux anciens bénéficiaires;
- la proportion de bénéficiaires qui atteignent le plafond d'indemnisation;
- la proportion de nouveaux bénéficiaires.

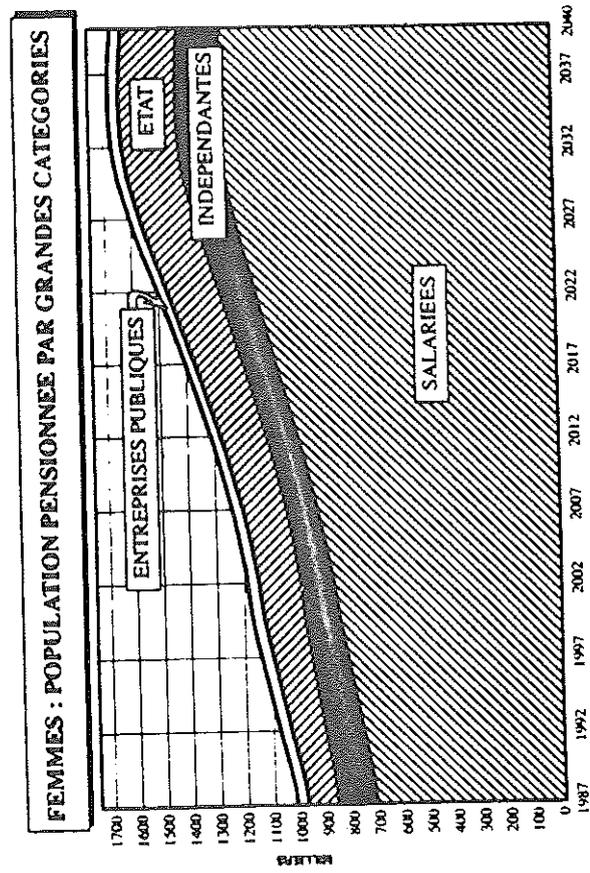
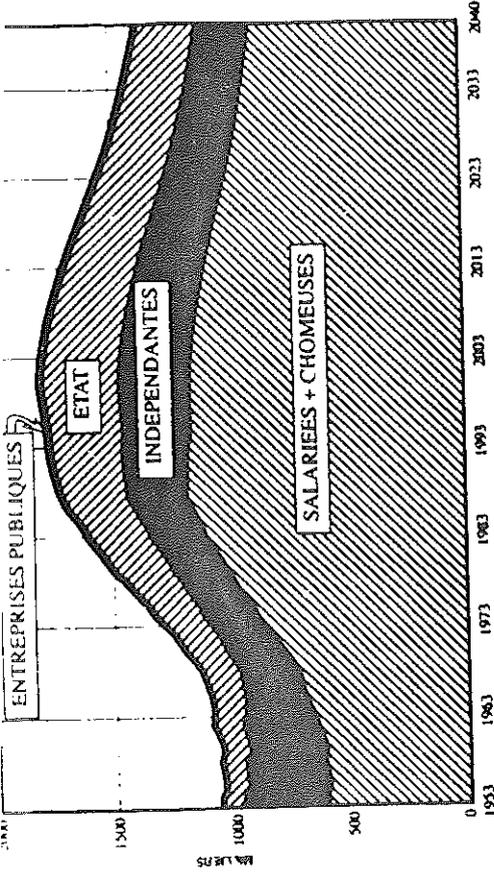
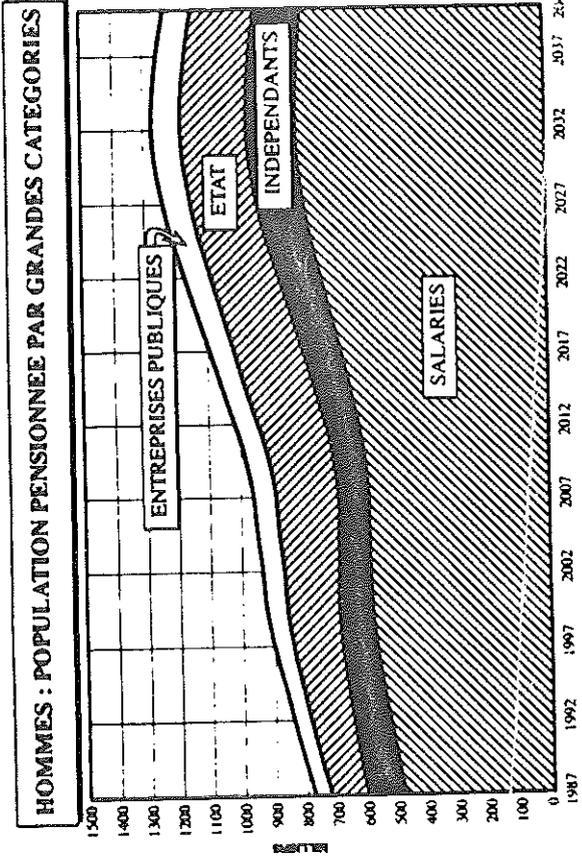
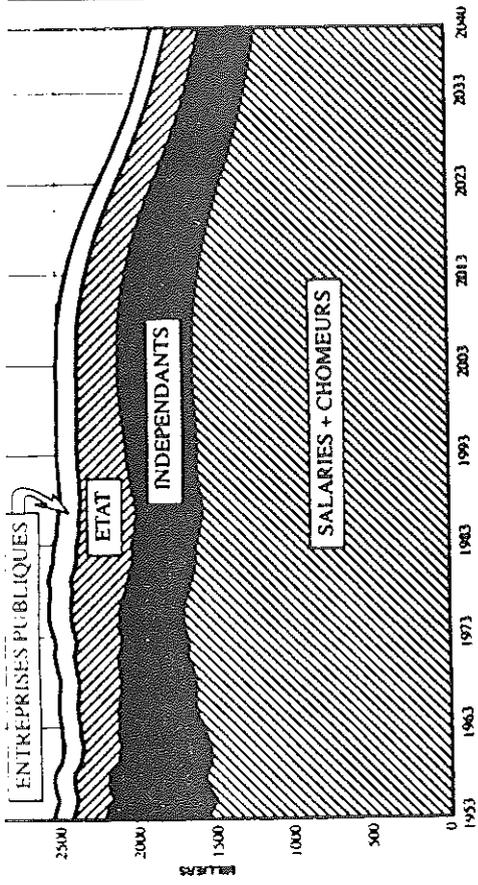
En réalité, le modèle MALTESE génère bien plus que les comptes de la Sécurité sociale, par régime et par branche, et ses déterminants (cfr. figure 2). Il serait difficile de porter un jugement sur l'évolution de ces comptes sans la situer dans le contexte général des finances de l'ensemble de l'Etat, ce d'autant plus que des hypothèses spécifiques sont posées quant aux transferts du Pouvoir central à la Sécurité sociale. MALTESE comprend par conséquent un **module de finances publiques** qui fonctionne sur base des flux financiers de la Sécurité sociale, des dépenses publiques inhérentes au scénario macroéconomique (qui définit pratiquement l'évolution des salaires et traitements de la consommation publique), des dépenses de pensions de l'Etat et d'hypothèses de travail simples pour le surplus (autres dépenses, impôts, taux d'intérêt).

Il faut par ailleurs remarquer que la combinaison des scénarios macroéconomique, démographique et socio-démographique définit complètement l'optique des revenus du P.N.B., donc le revenu national. La croissance économique est donc connue.

Enfin, les différents paramètres qui interviennent dans le modèle fournissent une série imposante d'informations intéressantes (chômage, prépension par classe d'âge et sexe; évolution des composantes de la consommation publique comme les traitements et les pensions dans l'enseignement et dans les autres fonctions de l'Etat).



Graphique 1



Graphique 1 (suite)

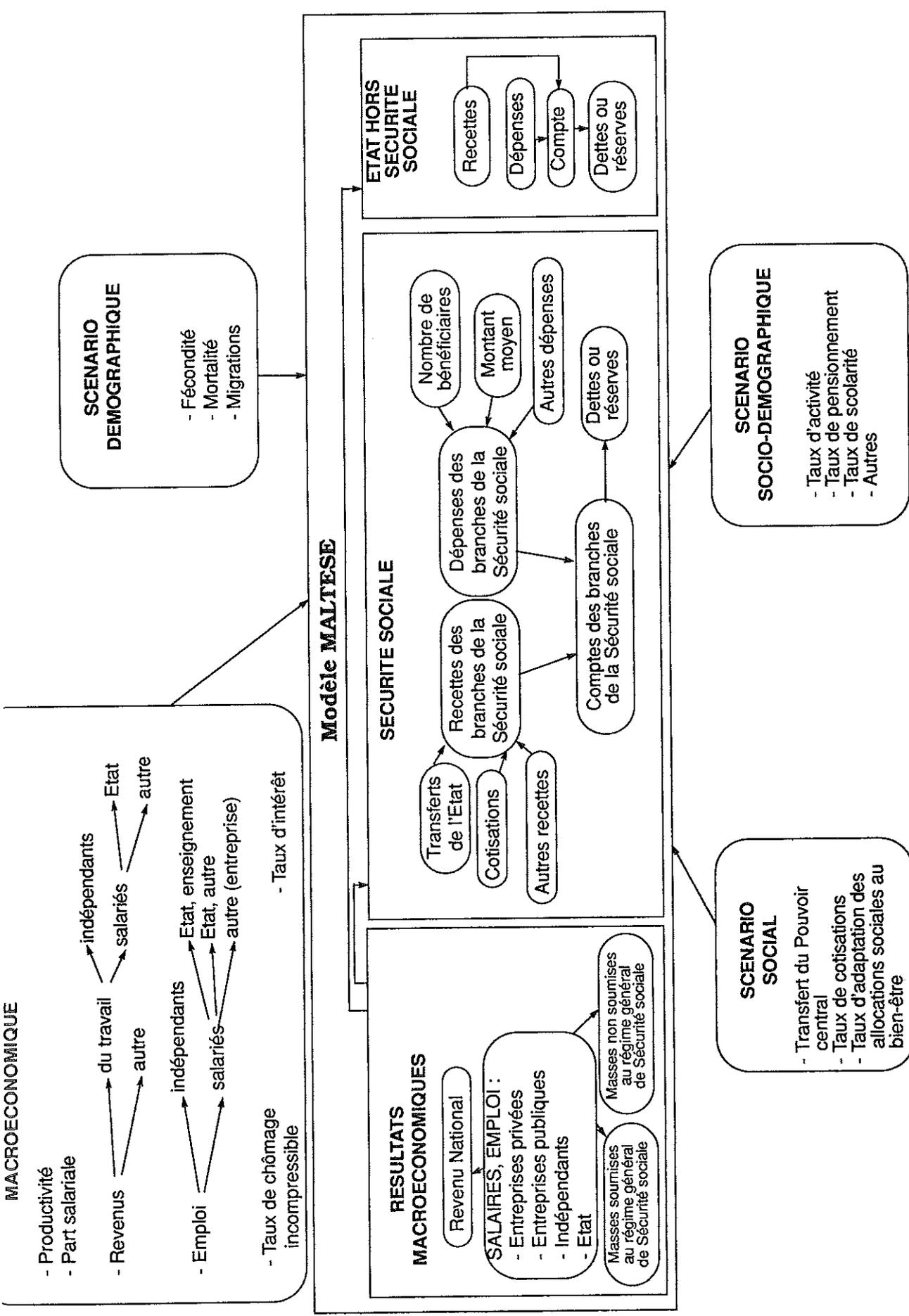


Figure 1 - Contenu des scénarios et modèle MALTESE

### I.3 Complexité de la procédure de simulation

Les schémas de fonctionnement du système présentés ci-avant sont en fait grossièrement simplifiés et ce sur plusieurs points (cfr. figure 2) :

- le modèle MALTESE n'est pas un modèle capable de simuler l'évolution des données démographiques dans des scénarios alternatifs. Le scénario démographique est injecté dans le modèle démographique de l'Institut National de Statistique; les résultats sont transmis au Bureau du Plan;
- un certain nombre d'opérations sont réalisées par des modèles périphériques; les principaux sont les suivants :
  - . le scénario socio-démographique (taux d'activité, de pensionnement, de scolarité) est greffé sur la projection démographique à l'intermédiaire d'un modèle ("MALTDEMO") qui présente un intérêt propre : fonctionnant de manière autonome, il fournit, à très long terme, une **ventilation exhaustive** de la population, par classe d'âge et sexe, entre les différentes catégories socio-économiques ou socio-démographiques pertinentes (population active et inactive, elle-même répartie entre les populations pensionnée, scolaire, invalide, "s'occupant de son ménage" et "autre");
  - . la répartition des pensionnés de chacun des deux sexes entre les différents régimes (salariés, indépendants, Etat-enseignement, Etat-autres, entreprises publiques) en fonction de l'historique de la répartition de l'emploi est également réalisée à l'aide d'un modèle périphérique spécial;
  - . bien que le modèle MALTESE génère en principe lui-même les montants moyens des allocations sociales dans les différentes branches de la Sécurité sociale, la complexité et le poids du calcul de la pension moyenne dans le régime général des travailleurs salariés a justifié le développement d'un modèle propre : le modèle PENSION<sup>(1)</sup>;
- les évolutions des principales variables macroéconomiques sur la période 1989-1994 (moyen terme) sont tirées des prévisions semestrielles effectuées par le Bureau du Plan à l'aide du modèle HERMES. Le scénario macroéconomique de long terme ne joue donc effectivement qu'à partir de 1995.

La figure 2 tente de synthétiser cette procédure complexe. Notons que la projection socio-démographique est encore retraitée au niveau MALTESE. En effet, la projection de la population prépensionnée (conventionnelle) est modulée en fonction de l'évolution du marché de l'emploi, ce qui entraîne *in fine* une modification - modeste - de la projection socio-démographique en ce qui concerne les actifs et le total des pensionnés.

(1) Cfr. FESTJENS, M.-J., BECQUAERT, H., BOGAERT, H., "Pension : Un modèle d'analyse à long terme du montant de la pension dans le régime des travailleurs salariés", (Bureau du Plan, MJF/4550, novembre 1990).

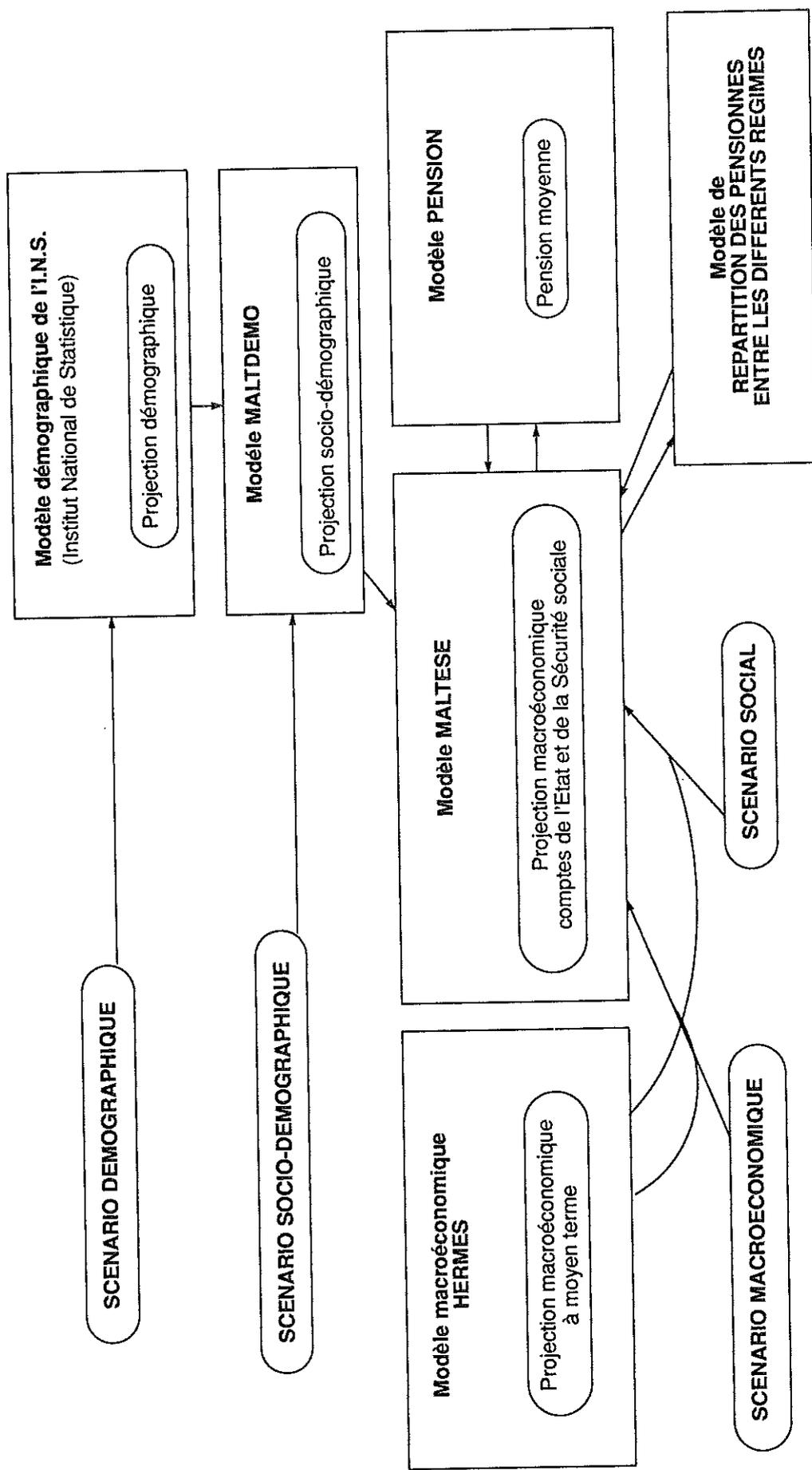


Figure 2 - Procédure de simulation

La complexité de la procédure de simulation mérite un bref commentaire. Elle dérive tant de l'ampleur du projet et donc du nombre important de variables à traiter que de sa nature interdisciplinaire (démographie, économie, sociologie). Ces deux facteurs expliquent que l'on ait mis en place un système qui assure à la fois l'autonomie de diverses équipes et la cohérence de leurs travaux.

## II. Quelques modules en détail

### II.1 Remarques préliminaires

La présente section ne prétend guère constituer une description exhaustive des différents modules constitutifs du modèle MALTESE; elle en reprend trois à titre d'exemples.

Rappelons que la distinction entre modules intégrés au modèle MALTESE et certains modèles périphériques (comme PENSION ou le modèle de répartition des pensionnés entre les différents régimes) est relativement arbitraire (cfr. supra); cependant, du fait du haut degré de sophistication de ces modèles, de l'intérêt particulier qu'ils représentent et de la possibilité de les utiliser de façon autonome, ils font l'objet de rapports séparés<sup>(1)</sup>.

### II.2 Pré pensions conventionnelles

Le module effectuant le calcul des dépenses de pré pensions conventionnelles constitue un premier exemple d'évaluation de l'évolution des prestations sociales dans MALTESE. Il y a lieu de distinguer la formation du nombre de pré pensionnés et celle de leurs allocations.

#### II.2.a Nombre de pré pensionnés (conventionnels)

Le nombre de pré pensionnés, par sexe et classe d'âge, est déterminé conjointement par deux sous-modules : le premier génère, année par année, les nouveaux pré pensionnés; le second, alimenté par le premier, simule le vieillissement des cohortes d'anciens pré pensionnés et, finalement, leur sortie du système.

Le mode de détermination du nombre de nouveaux pré pensionnés est intéressant, dans la mesure où il fait entrer en jeu les différents niveaux de l'ensemble du système :

- le modèle démographique de l'I.N.S. fournit les effectifs des classes d'âge et sexe concernées (par tranche de cinq années en l'occurrence), c'est-à-dire celles comprises entre

(1) Pour "pension", cfr. FESTJENS, M.-J., BECQUAERT, H., BOGAERT, H., op.cit.; pour le modèle de répartition des pensionnés entre les différents régimes, cfr. Planning Paper à paraître.

45 (mais surtout 50) et 60 ans pour les femmes et entre 45 (mais surtout 50) et 65 ans pour les hommes.

- le modèle socio-démographique MALTDEMO, qui répartit ces données entre catégories socio-économiques pertinentes, fournit notamment l'évolution de la population active dans ces mêmes classe d'âge;
- le modèle MALTESE proprement dit, à partir de ces classes de population active, de l'emploi salarié hors Etat et de "coefficients d'entrée en prépension", génère ensuite les "nouveaux" prépensionnés par classe d'âge et sexe; lesdits coefficients varient de manière à assurer une évolution parallèle de l'entrée en prépension et du chômage dans les différentes classes d'âge. A la base de ce mécanisme se trouve l'idée d'un certain parallélisme entre l'évolution du marché de l'emploi et le prépensionnement, via tant l'évolution de la réglementation que celle des comportements.

Puisqu'une variation de l' "entrée" en prépension se répercute sur la population active, il est clair qu'un tel mécanisme implique un feed-back de l'évolution du marché de l'emploi sur la population active; le niveau de celle-ci sera donc, *in fine*, légèrement différent de celui fourni par la projection socio-démographique qui est réalisée indépendamment du scénario macroéconomique.

Il convient de noter que cette méthodologie ne procède pas d'une quelconque interpolation des tendances passées mais doit être comprise comme une extension de la procédure d'élaboration du scénario socio-démographique.

La figure 3 reprend l'essentiel des interrelations en jeu dans la détermination du nombre de prépensionnés.

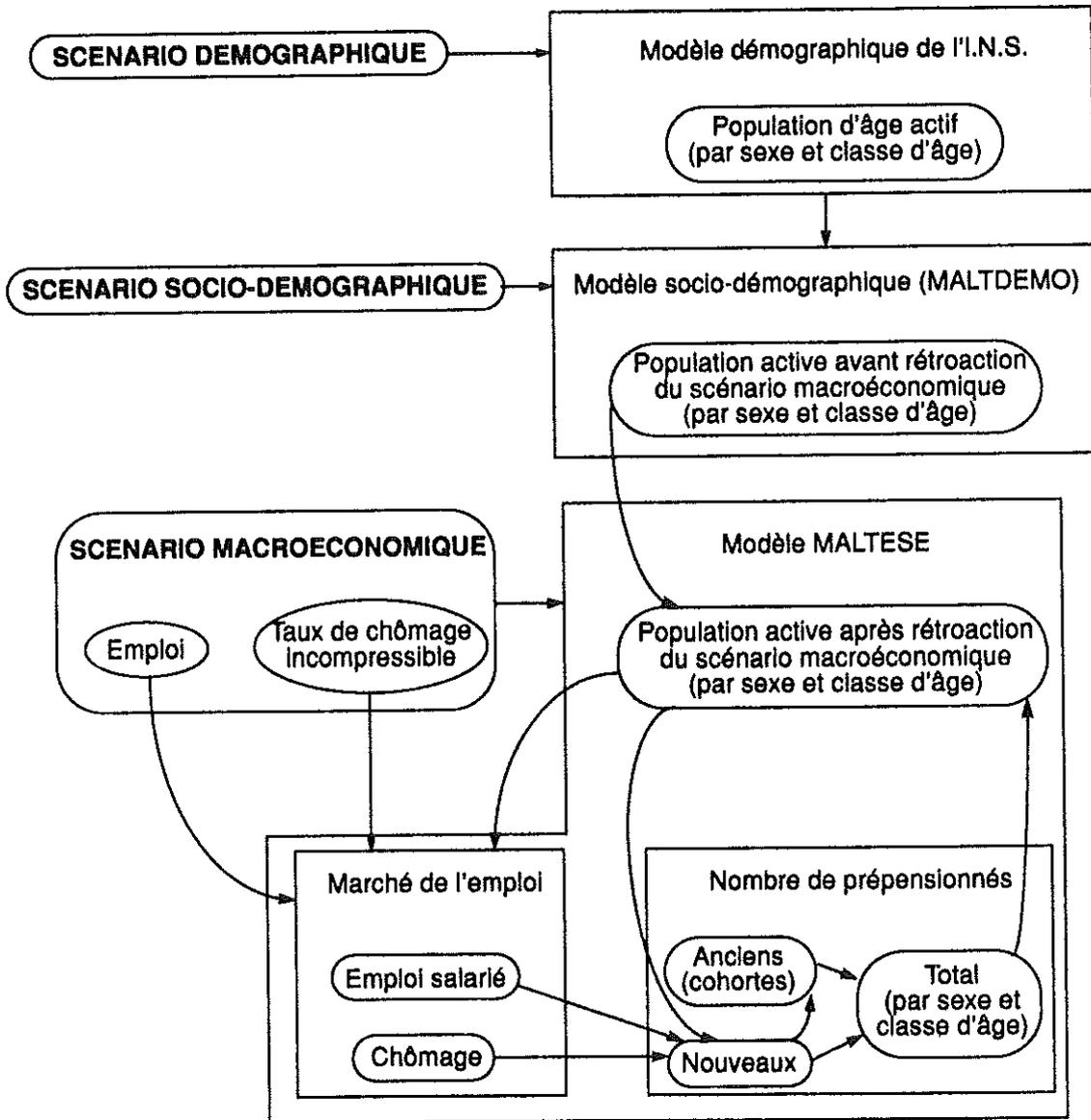


Figure 3 - Calcul du nombre de préensionnés conventionnels

**Exemple de calcul : Les "nouveaux" prépensionnés**

soit  $t_i$  le taux "d'entrée en prépension" dans la classe d'âge et sexe  $i$

$NP_i$  le nombre de "nouveaux" prépensionnés dans cette même classe; on a :

$$NP_i = t_i \times \left( \frac{PA_i}{PA} \times EF \right)$$

avec  $PA$  la population active,

$PA_i$  la population active dans la classe considérée

et  $EF$  l'emploi salarié hormis le secteur public;

les  $NP_i$  alimentent ensuite le module des cohortes de prépensions.

Le taux d'entrée  $t_i$  est observé pour le passé et évolue comme suit :

$$d \ln t_i = d \ln \frac{U_i}{\left( \frac{PA_i}{PA} \right) \times EF}$$

où  $U_i$  représente le chômage dans la classe  $i$ .

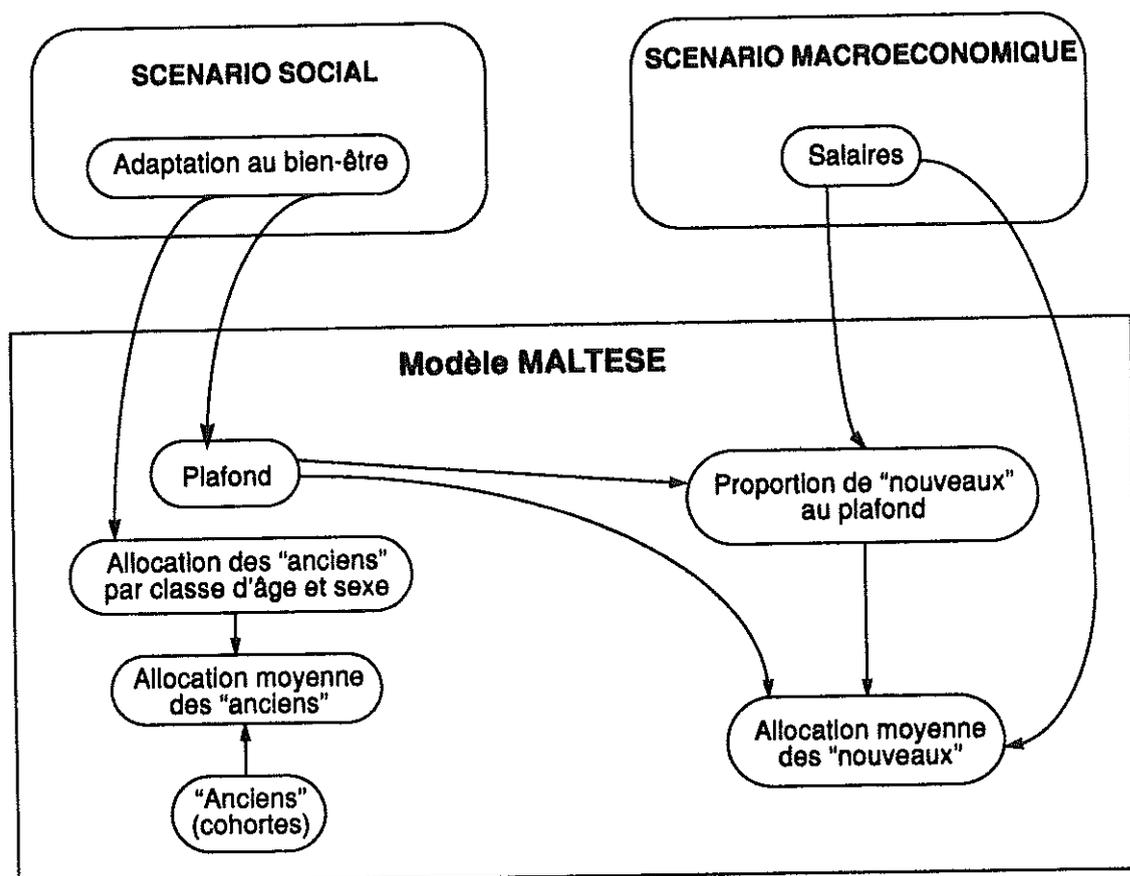
**II.2.b Montant moyen alloué aux prépensionnés (conventionnels)**

Le calcul envisagé ici n'a évidemment trait qu'à l'allocation de prépension versée par la Sécurité sociale, à l'exclusion de la partie à charge des entreprises. Il y a lieu, à nouveau, de distinguer le montant moyen de l'allocation versée aux nouveaux bénéficiaires et l'évolution des allocations versées aux "anciens" bénéficiaires<sup>(1)</sup>.

- Pour chaque classe d'âge et de sexe, l'allocation des "anciens" est obtenue en appliquant à sa valeur de l'année antérieure le taux d'adaptation au bien-être retenu dans le scénario social.
- L'allocation moyenne des "nouveaux" prépensionnés évolue à la fois en fonction de l'évolution générale des salaires et de la proportion de bénéficiaires qui dépassent le plafond d'indemnisation; ce plafond est indexé sur le taux d'adaptation au bien-être.

(1) Autrement dit, prépensionnés depuis plus d'un an.

Il va sans dire que des hypothèses assez lourdes doivent être posées à ce niveau quant à l'évolution tant des salaires à prendre en compte que de leur dispersion. On supposera notamment que les salaires de référence des prépensionnés évoluent au même rythme que l'ensemble des salaires et que leur dispersion est constante.



**Figure 4 - Calcul du montant moyen des dépenses de prépension**

La figure 4 synthétise les mécanismes qui entrent en jeu dans la détermination de ce montant moyen.

### II.3 Le module "soins de santé"

Bien que le module "soins de santé" n'ait pas encore atteint un haut degré de sophistication, il est indispensable d'en mentionner le fonctionnement, et ce pour deux raisons :

- le gonflement progressif des dépenses de sécurité sociale au titre de soins de santé accroîtront progressivement l'importance de ce secteur;
- la dynamique du développement des dépenses de soins de santé s'intègre mal à la méthodologie démographique-économique du modèle MALTESE. En effet :
  - . l'évolution rapide des techniques et des comportements entraîne des modifications permanentes tant dans la nomenclature que dans le recours aux différentes catégories d'actes ou de médicaments. Il est donc absurde de projeter la réglementation et les comportements actuels sur un demi-siècle;
  - . l'analyse du passé récent montre que les facteurs purement démographiques n'ont qu'une faible valeur explicative sur l'évolution des dépenses, dont le moteur paraît essentiellement **technique et socio-économique**.

Afin de pouvoir néanmoins intégrer ce secteur à l'analyse, l'on a opté pour une approche simple qui peut être résumée comme suit<sup>(1)</sup> :

- la consommation privée de soins de santé par habitant à structures démographiques constantes est déterminée par une équation estimée dont la variable explicative est le P.N.B. par tête. Cette équation peut être interprétée comme la mise en évidence de la priorité accordée dans notre société à la consommation de soins de santé, celle-ci évoluant en quelque sorte parallèlement aux ressources disponibles;
- l'impact des variations de la distribution de la population par classe d'âge et sexe dérive de coefficients basés sur les résultats d'une étude française<sup>(2)</sup>; il permet d'obtenir la consommation privée de soins de santé par habitant compte tenu de l'évolution de la structure démographique;
- la consommation privée totale de soins de santé est alors obtenue par simple multiplication avec le chiffre de la population;
- les dépenses de prestations de l'assurance maladie-invalidité (secteur soins de santé) sont générées *in fine* sur base d'une proportion fixe des dépenses totales de soins de

(1) Méthodologie développée par Richard de FALLEUR; cfr. note DG(89)RdF-4378 du 24.04.1990 du Bureau du Plan.

(2) A. CHARRAUD et P. MORNICHE, "Enquête Santé 1980-1981, tableaux détaillés", I.N.S.E.E., Archives et documents, édition rectifiée, avril 1986, 65 pages.



## II.4 Le module "dette publique"

Les recettes et dépenses des différents sous-secteurs de l'Etat que le modèle distingue (à ce stade, chacune des branches de la sécurité sociale et le reste de l'Etat, à savoir le Pouvoir central plus les pouvoirs locaux) génèrent un besoin (ou une capacité) net de financement dont l'accumulation constitue une dette (ou des réserves). L'évaluation des mouvements de cette dette et des charges d'intérêts qu'elle entraîne pose problème dans un modèle formulé à prix constants comme MALTESE.

### II.4.a Dette publique et Inflation

On peut de façon générale formaliser le jeu de l'inflation au niveau de la dette et des intérêts de la manière suivante :

$$IDP(t) = DP(t-1) \times TN$$

$$DP(t) = DP(t-1) + DEFP(t) + IDP(t)$$

Avec DP la dette publique en unités monétaires nominales

IDP les intérêts de la dette en unités monétaires nominales

DEFP le besoin de financement hors intérêts de la dette publique en unités monétaires nominales

TN le taux d'intérêt nominal implicite de la dette publique

Soit P le taux de croissance de l'indice des prix; si  $IDP'(t)$ ,  $DP'(t)$  et  $DEFP'(t)$  sont les variables  $IDP(t)$ ,  $DP(t)$  et  $DEFP(t)$  exprimés en unités monétaires de (t-1), on a

$$IDP'(t) = (DP(t-1) \times TN) / (1+P)$$

$$DP'(t) = [DP(t-1) + DEFP(t) + IDP(t)] / (1+P)$$

$$\text{et } DP'(t) = \frac{DP(t-1)}{1+P(t)} + DEFP'(t) + IDP'(t)$$

La dette publique en t exprimée en unités monétaires de (t-1) est obtenue en additionnant le besoin net de financement exprimé en unités monétaires de (t-1) - soit  $DEFP' + IDP'$  - à la dette publique de (t-1) réduite de l'inflation constatée en t.

Cette dépréciation (classique et connue) de la dette - qui vaut  $[DP(t-1)] \times (1+P)$  - est évidemment compensée par le gonflement de  $IDP'(t)$  du fait de la prise en compte de l'inflation par le taux d'intérêt  $TN$ . Le taux d'intérêt réel implicite  $TR$  vaut :

$$TR = \frac{1 + TN}{1 + P} - 1$$

Par conséquent

$$IDP'(t) = \frac{\{ DP(t-1) \times [(1 + TR)(1 + P) - 1] \}}{(1 + P)}$$

$$IDP'(t) = \{ [DP(t-1)] \times (1 + TR) \} - \left\{ [DP(t-1)] \times \left( \frac{1}{1 + P} \right) \right\}$$

$$IDP'(t) = \{ [DP(t-1)] \times TR \} + \left\{ [DP(t-1)] \times \left( \frac{P}{1 + P} \right) \right\}$$

Le second terme représente exactement la dépréciation.

#### II.4.b Intégration dans MALTESE

Puisque le modèle MALTESE est formulé à prix constants, on pourrait imaginer de poser  $P=0$  dans les équations précédentes; la formulation de la dette et des intérêts devient alors extrêmement simple. Cette procédure a cependant plusieurs gros inconvénients; elle implique

- soit une hausse brutale et irréaliste du taux implicite réel  $TR$  pour les premières années de simulation (du fait de la hauteur des taux nominaux actuels sur la dette à long terme), donc un gonflement artificiel du niveau réel d'endettement;
- soit d'introduire dès la première année de simulation une baisse technique du taux d'intérêt nominal de manière à obtenir un niveau réaliste du taux d'intérêt réel. Outre son caractère purement théorique, une telle procédure a l'inconvénient de bouleverser d'une année à l'autre le profil des charges d'intérêt et du déficit public (même s'il n'y a pas d'implication au niveau de l'endettement).

Ces deux écueils peuvent cependant être évités en introduisant (uniquement dans le module "dette publique et charges d'intérêts") un taux d'inflation prolongeant les tendances du moyen terme<sup>(1)</sup>. Cette procédure permet, sans infléchir aucunement l'évolution

de l'endettement public, de conserver des niveaux de besoin net de financement et de charges d'intérêt, compatibles avec les observations des dernières années.

Pour chaque sous-secteur de l'Etat, le modèle se présente donc comme indiqué ci-avant, avec pour P la valeur mentionnée et le taux d'intérêt implicite réel une valeur qui à l'horizon 2000 tend vers sa valeur de long terme (choisie égale à 3 % dans les simulations actuelles).

Le taux d'intérêt nominal implicite TN est ainsi déterminé et l'on a

$$IDP(t) = \frac{(DP(t-1) \times TN)}{(1+P)}$$

$$DP(t) = \frac{DP(t-1)}{1+P(t)} + DEFP(t) + IDP(t)$$

où toutes les grandeurs sont exprimées en unités monétaires constantes.

---

(1) En l'occurrence, l'on a opté pour le taux d'inflation de la dernière année de la projection HERMES de moyen terme.

### III. Un exemple : la simulation BASE 1

#### III.1 La méthodologie au travers des tableaux de résultats

Il est intéressant de suivre le fil conducteur de la méthodologie au travers des tableaux de résultats d'une simulation MALTESE prise comme exemple. La simulation dite "base 1" qui a déjà été présentée à plusieurs reprises peut être utilisée à cet effet.

Les scénarios à la base de cet exercice ont les caractéristiques suivantes :

- le scénario macroéconomique suppose une croissance de la productivité par tête de 2,25 % par an, une part salariale constante, une croissance de l'emploi de 0,75 % en-dehors du secteur public. Pour ce dernier, la croissance est supposée nulle ou négative selon le cas (Cfr. fiche technique en annexe). Ces hypothèses sont valables tant que le taux de chômage est au-dessus de 5 % de la population active (taux de chômage incompressible fixé à 5 % par hypothèse de travail). Par ailleurs, remarquons qu'en ce qui concerne les finances publiques en-dehors des cotisations de sécurité sociale, des transferts à la sécurité sociale et de la consommation publique, les hypothèses suivantes sont retenues :
  - . taux d'intérêt réel de long terme revenant progressivement à 3 % entre 1994 et 2000 et se maintenant ensuite à ce niveau;
  - . impôts et autres dépenses (essentiellement subventions et dépenses en capital) restant, en pourcentage du P.N.B., à leur niveau de fin de période de moyen terme (projection HERMES, 1994);
- le scénario démographique reprend les hypothèses du scénario de référence retenu par l'I.N.S. <sup>(1)</sup>, à savoir la persistance d'un faible taux de fécondité (1,55 jusque 1995, en progression lente ensuite jusqu'à revenir à 1,8 en 2040), une progression ralentie de l'espérance de vie à la naissance (environ 4 ans en un demi-siècle) et un solde migratoire nul;
- le scénario socio-démographique est caractérisé par la poursuite de l'effondrement des taux d'activité entre 15 et 24 ans (au profit de la scolarité), un accroissement pour les femmes des taux d'activité entre 25 et 54 ans et des taux de pensionnement après 60 ans, une faible reprise des taux d'activité masculine entre 50 et 59 ans;
- le scénario social suppose le maintien des taux de cotisation de sécurité sociale à leur niveau actuel, le maintien en termes réels des transferts du pouvoir central à la sécurité sociale jusqu'en 2000 (avec évolution parallèle aux cotisations ensuite), une adaptation

(1) Cfr. LAMBRECHT M., *Evolution démographique à long terme* (Bureau du Plan, Planning Paper DG/4316, décembre 1989).

au bien-être des allocations sociales, forfaits et plafonds de 1 % par an (soit 1,25 % de moins que l'évolution macroéconomique des salaires).

Les résultats sont donnés à prix constants (francs belges de 1987). Le modèle est greffé sur les comptes nationaux de 1987; les tableaux sont présentés dans un ordre correspondant à l'ordre méthodologique (cf. fiche technique en annexe) (à noter qu'il ne s'agit pas d'une présentation exhaustive de l'information disponible) :

- la **rubrique 1** concerne l'environnement "**socio-démographique**" ou "**socio-économique**". Les résultats qui figurent dans cette rubrique résultent de l'**application du scénario socio-démographique aux projections démographiques** de l'Institut National de Statistique. Ils sont formulés en "**concepts démographiques**" (autrement dit pertinents pour une ventilation exhaustive de la population mais non pertinents pour les organismes de la Sécurité sociale) et avant rétroaction de l'évolution du marché de l'emploi sur les **taux d'activité et de "prépensionnement"**. Les tableaux distinguent la population active et cinq catégories d'inactifs (populations scolaire, invalide de plus de 14 ans, pensionnée, s'occupant de son propre ménage et autre); ils sont disponibles par sexe et classe d'âge.
- la **rubrique 2** a trait à l'**environnement macroéconomique**. Les tableaux de cette rubrique indiquent les évolutions de l'emploi, des revenus moyens et des masses pour les salariés de l'Etat (en distinguant la fonction enseignement influencée par la scolarité), les autres salariés (en distinguant les entreprises publiques) et les indépendants. Une ventilation selon le régime de sécurité sociale (et non plus selon l'agent économique) est donnée dans le tableau 2.3.a; elle est essentielle pour la détermination des cotisations versées aux branches de la sécurité sociale;
- les **rubriques 3, 4 et 5** concernent l'évolution des paramètres les plus importants pour la détermination des dépenses de la sécurité sociale. La **rubrique 3** a trait aux **nombre de bénéficiaires** dans certaines branches de la sécurité sociale, la **rubrique 4** au **niveau moyen des prestations**, la **rubrique 5** à **certaines autres déterminants** (dans le cas des soins de santé par exemple);
  - les **tableaux 3.1 à 3.3** de la **rubrique 3** ont trait aux **nombre de chômeurs, d'invalides** (du régime général des travailleurs salariés) classés par sexe <sup>(1)</sup>. Les **populations totale, active et active occupée** y sont rappelées;
  - les **tableaux 3.4 à 3.8** de la **rubrique 3** concernent la **répartition des pensionnés** (hors prépensionnés conventionnels) **entre les différents régimes sociaux (salariés, indépendants, Etat - en isolant l'enseignement -, entreprises publiques)**. Cette répartition est générée par les évolutions passée et future (cf. tableaux 3.4 à 3.5 <sup>(2)</sup>) de la répartition de l'emploi correspondant, à l'intermédiaire d'un modèle pé-

(1) Les chiffres qui y figurent concernent bien évidemment les concepts comptables et après rétroaction du scénario macroéconomique.

(2) Pour des raisons techniques (utilisation simultanée de plusieurs bases statistiques), les chiffres d'emploi donnés dans ces tableaux ne correspondent pas exactement, pour certains secteurs, à ceux des tableaux macroéconomiques.

riphérique spécial complexe (modèle HOR2040 - cfr. graphique 1). La répartition des pensionnés par régime figure aux tableaux 3.6 à 3.8;

- la **rubrique 4** reprend les évolutions des **allocations sociales par tête**. Celles-ci dépendent de facteurs multiples (non seulement l'évolution des salaires et le taux d'adaptation au bien-être des allocations sociales mais également poids et niveaux des plafonds et des forfaits, importance respective des allocataires "anciens" et "nouveaux", etc...);
- la **rubrique 5** mentionne les paramètres qui interviennent dans la **détermination des dépenses de soins de santé et d'allocations familiales**;
- la **rubrique 6** fournit les résultats de la simulation pour la **sécurité sociale et l'ensemble de l'Etat**.

Les **tableaux 6.1** mentionnent les **recettes de l'ensemble de la sécurité sociale, les dépenses de chacun des régimes** et le solde à l'exclusion des revenus de la propriété et de l'entreprise et des intérêts de la dette. Les tableaux complets (avec revenus de la propriété, intérêts, dettes et réserves) sont disponibles; il nous a cependant paru que l'évolution des problèmes financiers de la sécurité sociale était suffisamment mise en lumière par le solde primaire, alors que l'impact des recettes et dépenses de la sécurité sociale sur l'endettement de l'Etat gagnait à être présenté dans une perspective globale. Des tableaux par branche et des totaux par régime sont également disponibles mais ne sont pas présentés ici.

Les **tableaux 6.2** mentionnent les résultats relatifs à **l'ensemble de l'Etat**. Les concepts utilisés au niveau du **compte d'opérations courantes** coïncident avec ceux de la comptabilité nationale. Le solde des opérations en capital<sup>(1)</sup> est tiré des projections semestrielles effectuées à l'aide du modèle HERMES<sup>(2)</sup>.

La **dette publique totale (cfr. tableaux 6.2)** est un concept large qui englobe la **dette du pouvoir central** (y compris la dette logée à la Banque Nationale et à l'O.C.-C.P.), la **dette des pouvoirs locaux** et, le cas échéant, celle de la sécurité sociale (les réserves éventuelles de la Sécurité sociale sont portées en déduction). Le taux d'intérêt implicite de la dette est également donné.

Il convient de rappeler que le module de génération de la dette publique et des intérêts de la dette est construit de manière à éviter des mouvements de dévalorisation ou de revalorisation de la dette publique du fait d'inflexions de l'inflation (cfr. supra);

- des **informations analytiques complémentaires** relatives au poids de certaines dépenses sociales sont données dans la **rubrique 7**. Une globalisation de l'ensemble des dépenses de pension figure au tableau 7.1; le tableau 7.2 présente une évaluation du poids des dépenses sociales dans le régime des travailleurs salariés et dans le régime des travailleurs indépendants, en construisant deux indicateurs :

(1) Y compris un ajustement statistique.

(2) Articulé sur les comptes S.E.C. (système européen de comptes).

- . le premier est obtenu en soustrayant de la masse soumise aux cotisations sociales le total des dépenses de sécurité sociale correspondantes, hors charges d'intérêt;
- . le second est obtenu en soustrayant du salaire moyen total des dépenses de sécurité sociale correspondantes divisé par le nombre d'emploi.

### III.2 Quelques caractéristiques des résultats de "Base 1"

#### III.2.a Croissance

Les hypothèses formulées dans les scénarios quant à la productivité et l'emploi expliquent la progression du P.N.B., (cfr. tableau 1); la croissance économique est contre-carrée par l'évolution de la population active à partir de l'an 2000.

Le tableau 1 reprend également, à titre illustratif, les données correspondantes d'une autre simulation ("Base 2"). Dans cet exercice - qui a l'avantage d'être moins mécanique que "Base 1" - le scénario macroéconomique suppose :

- . le ralentissement progressif du taux de croissance initial (0,75 % par an) de l'emploi salarié des entreprises et de l'emploi des indépendants à l'approche du taux de chômage réputé incompressible;
- . un relèvement du taux de croissance initial (2,25 %) de la productivité et des salaires à partir du moment où la croissance de l'emploi est ralentie par la pénurie de main-d'oeuvre, de manière à compenser pour moitié le ralentissement de la croissance de l'emploi. Cette hypothèse tend à prendre en compte le fait qu'en cas de pénurie sur le marché de l'emploi, la productivité et les salaires tendent à se redresser;
- un taux de chômage réputé incompressible de 2 % de la population active au lieu de 5 %.

Tableau 1 - Formation du P.N.B. (taux de croissance moyen - %)

	1987 2000	2000 2010	2010 2020	2020 2030	2030 2040
Population active	+0.2	-0.2	-0.7	-1.0	-0.8
<b>BASE 1</b>					
Population occupée P.N.B. / Emploi	+0.8 +2.4	-0.2 +2.3	-0.7 +2.3	-1.0 +2.3	-0.8 +2.3
→ P.N.B.	+3.2	+2.1	+1.6	+1.3	+1.5
<b>BASE 2</b>					
Population occupée P.N.B. / Emploi	+0.8 +2.4	+0.1 +2.6	-0.7 +3.0	-1.0 +3.2	-0.8 +3.1
→ P.N.B.	+3.2	+2.7	+2.3	+2.2	+2.2

La croissance des différentes assiettes de cotisations à la sécurité sociale suit approximativement celle du P.N.B.; cependant, comme la part de l'emploi de l'Etat chute au profit de celle des autres salariés et des indépendants (cfr. fiche technique en annexe), les assiettes des cotisations à la sécurité sociale des salariés et des indépendants croissent plus rapidement que le P.N.B. entre 1987 et 2000.

### III.2.b Résultats de sécurité sociale et de finances publiques

#### Principaux résultats

Les principaux résultats globaux pour l'ensemble de l'Etat et la sécurité sociale sont donnés dans le tableau 2. Afin de mieux cerner les effets des scénarios, c'est le **solde primaire** de la sécurité sociale (hors revenus de la propriété et de l'entreprise) qui y figure, tandis que la problématique des intérêts et de la dette n'est abordée que pour l'Etat considéré globalement.

**Tableau 2 - Principaux résultats de sécurité sociale et de finances publiques (% du P.N.B. - BASE 1)**

	1987	2000	2010	2020	2030	2040
<b>Sécurité sociale</b>						
1. Cotisations	14.9	15.1	15.1	15.0	14.8	14.8
2. Transferts	5.0	3.4	3.4	3.4	3.4	3.4
3. Recettes totales	<b>20.0</b>	<b>18.6</b>	<b>18.5</b>	<b>18.4</b>	<b>18.2</b>	<b>18.1</b>
4. Dépenses totales	<b>20.3</b>	<b>17.3</b>	<b>18.1</b>	<b>20.0</b>	<b>22.1</b>	<b>22.5</b>
5. Solde primaire (1)	<b>-0.3</b>	<b>1.2</b>	<b>0.4</b>	<b>-1.7</b>	<b>-3.9</b>	<b>-4.4</b>
<b>Etat</b>						
6. Solde primaire (2)	<b>+1.0</b>	<b>+4.8</b>	<b>+3.7</b>	<b>+1.2</b>	<b>-1.6</b>	<b>-2.5</b>
7. Intérêts nets (3) (-)	-10.1	-5.8	-3.3	-2.1	-2.6	-4.1
8. Solde net à financer	<b>-9.1</b>	<b>-1.0</b>	<b>+0.4</b>	<b>-0.9</b>	<b>-4.2</b>	<b>-6.6</b>
9. Dette	118.9	98.1	60.5	41.2	51.2	81.4

(1) Hors intérêts, revenus de la propriété et de l'entreprise et opérations en capital.

(2) Solde net à financer hors intérêts nets.

(3) Des revenus de la propriété et de l'entreprise.

On note :

- que la sécurité sociale dégage des excédents significatifs à l'horizon 2000 malgré l'hypothèse de blocage en termes réels des transferts du pouvoir central; il s'ensuit un puissant assainissement financier pour l'ensemble de l'Etat;
- que le solde primaire se dégrade surtout pendant la période 2010-2030 durant laquelle se produit le "boom" des pensions. Le déficit primaire de la sécurité sociale monte en 2040 à 4,4 % du P.N.B. et le solde net à financer de l'Etat à 6.6 %;
- que la dette publique atteint un minimum aux environs de 2020 et recommence à s'accroître ensuite.

### Analyse des résultats de sécurité sociale

La forte diminution des dépenses de 1987 à 2000 (en % du P.N.B.) provient de l'effondrement des dépenses de prestations dans les branches chômage-prépension et allocations familiales, alors que les pensions représentent un pourcentage stable (cfr. tableau 3).

**Tableau 3 - Evolution de certaines dépenses de sécurité sociale (% du P.N.B. - BASE 1)**

	1987	2000	2010	2020	2030	2040
<b>Prestations</b>						
1. Pensions (1)	6.8	6.7	7.3	9.1	11.1	11.8
2. Soins de santé (2)	4.8	4.9	5.4	5.9	6.2	6.3
3. Indemnités A.M.I. (2)	1.5	1.3	1.4	1.4	1.3	1.1
4. Chômage-pré pension	3.2	1.3	1.1	0.9	0.8	0.7
5. Allocations familia- les (2)	2.1	1.3	1.1	1.0	0.9	0.8
6. Autres	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0
<b>Total</b>	<b>19.3</b>	<b>16.5</b>	<b>17.2</b>	<b>19.2</b>	<b>21.3</b>	<b>21.7</b>
<b>Dépenses totales (avec fonctionnement)</b>	<b>20.3</b>	<b>17.3</b>	<b>18.1</b>	<b>20.0</b>	<b>22.1</b>	<b>22.5</b>

(1) Régimes salariés, indépendants et revenu garanti.

(2) Régimes salariés et indépendants.

Afin de localiser l'ampleur des futures zones de difficultés ou au contraire de marges de manoeuvre dans la sécurité sociale, il est tentant de répartir le solde primaire (hors revenus de la propriété et de l'entreprise) du tableau 3 entre les branches en appliquant, branche par branche, les hypothèses du scénario social quant à l'évolution des cotisations et transferts du pouvoir central (cfr. tableau 4).

**Tableau 4 - Solde primaire (hors revenus de la propriété et de l'entreprise) par branche de la sécurité sociale (% du P.N.B. - BASE 1)**

	1987	2000	2010	2020	2030	2040
1. Pensions (1) (dont rég. salariés)	-0.1 (-0.2)	-0.4 (-0.6)	-1.0 (-1.3)	-2.9 (-3.0)	-5.1 (-5.0)	-5.8 (-5.6)
2. Soins de santé (2) (dont rég. salariés)	-0.4 (-0.4)	-1.3 (-1.2)	-1.8 (-1.7)	-2.2 (-2.1)	-2.5 (-2.4)	-2.6 (-2.5)
3. Indemnités A.M.I. (2)	+0.2	+0.2	+0.1	+0.1	+0.2	+0.3
4. Chômage-prépension	-0.1	+1.9	+2.1	+2.2	+2.3	+2.4
5. Allocations familia- les (2)	0.0	+0.8	+1.0	+1.1	+1.1	+1.2
6. Autres	0.0	0.0	0.0	+0.1	+0.1	+0.1
Total, rég. salariés	-0.4	1.1	0.2	-1.8	-3.8	-4.2
Total, rég. indépendants	0.0	0.2	0.2	0.1	-0.1	-0.1
Total sécurité sociale	-0.3	1.2	0.4	-1.7	-3.9	-4.4

(1) Régimes salariés, indépendants et revenu garanti.

(2) Régimes salariés et indépendants.

L'évolution des dépenses dans les différentes approches (en dehors de la branche "soins de santé") s'explique bien évidemment par l'évolution combinée du nombre de bénéficiaires et du montant moyen d'indemnisation (Cfr. fiche technique en annexe).

On note une détérioration du rapport entre allocations et salaires, du fait de la proportion grandissante d'allocataires sociaux qui atteignent les plafonds d'indemnisations (le scénario social implique que les plafonds, forfaits et allocations sociales évoluent moins rapidement que le salaire "macroéconomique").

### Appréciation des résultats (BASE 1)

Il est intéressant d'approcher ces résultats au moyen d'indicateurs relatifs aux poids des dépenses sociales construits en calculant la différence entre les assiettes (totales ou par emploi) et les dépenses de sécurité sociale (totales ou par emploi) (Cfr. tableau 5).

**Tableau 5 - Indicateurs du poids des dépenses sociales (hors intérêts ou revenus de la propriété et de l'entreprise - taux de croissance annuel moyen)**

	2000/ 1987	2010/ 2000	2020/ 2010	2030/ 2020	2040/ 2030
1. Assiette des cotisations nettes des dépenses sociales (Rég. salariés)	4.4	1.6	0.6	0.1	1.2
2. Assiette des cotisations nettes des dépenses sociales (Rég. indépendants)	3.6	2.1	1.4	0.9	1.4
3. Salaire moyen net de la dépense sociale moyenne par emploi (Rég. salariés)	3.4	1.9	1.3	1.1	2.0
4. Revenu moyen net de la dépense sociale moyenne par emploi (Rég. indépendants)	2.5	2.3	2.1	2.0	2.2

Les taux des rubriques 3 et 4 du tableau 5 montrent que (dans le cadre des hypothèses posées) qu'une marge de manoeuvre pourrait exister pour financer le surcroît de dépenses qu'entraîne le vieillissement.

Cela résulte du fait qu'en dépit d'une croissance des dépenses de sécurité sociale plus rapide que celle du P.N.B. à partir de l'an 2000 (Cfr. tableau 6), le gonflement de celles-ci (+2.318 milliards de francs de 1987 entre 1987 et 2040) reste largement inférieur à l'accroissement de l'assiette des cotisations (+4.946 milliards de francs de 1987 pour la même période).

**Tableau 6 - Dépenses totales de la sécurité sociale (Taux de croissance annuels moyens, % - BASE 1)**

2000/ 1987	2010/ 2000	2020/ 2010	2030/ 2020	2040/ 2030
2.0 %	2.5 %	2.6 %	2.3 %	1.7 %

### Analyse des résultats relatifs à l'ensemble de l'Etat (BASE 1)

Les comptes de l'ensemble de l'Etat (tableau 7) mettent en évidence :

- la contribution de la sécurité sociale à l'assainissement avant 2000;
- les effets sur le solde net à financer de la prise en compte des intérêts;

**Tableau 7 - Compte de l'Etat (% du P.N.B.)**

	1987	2000	2010	2020	2030	2040
<b>1. Opérations courantes</b>						
1.1 Recettes totales	45.9	43.9	44.4	44.3	42.8	42.5
- dont cotisations	14.9	15.1	15.1	15.0	14.8	14.8
- dont impôts	30.1	27.5	27.5	27.5	27.5	27.5
1.2 Dépenses totales	51.1	43.4	42.4	43.6	45.4	47.5
- dont transfert de sécurité sociale aux ménages	19.3	16.5	17.2	19.2	21.3	21.7
- dont cons.publique	16.9	15.7	16.0	16.5	17.2	17.4
- dont intérêts	10.7	7.0	5.1	3.9	3.0	4.3
1.3 Solde	-5.2	0.6	2.0	0.7	-2.6	-5.0
2. Solde net à financer	-9.1	-1.0	0.4	-0.9	-4.2	-6.6
3. Dette	118.9	98.1	60.5	41.2	51.2	81.4

- les effets des pensions de l'Etat sur la consommation publique entre 2000 et 2040;
- la possibilité d'une forte réduction de la dette à l'horizon 2020 et d'une reprise ensuite.

#### IV. Autres scénarios

La sensibilité des résultats aux différentes composantes des scénarios a été étudiée via des scénarios alternatifs : deux scénarios "socio-démographiques", deux scénarios sociaux et quatre scénarios démographiques :

- scénarios macroéconomiques :
  - . scénario "base 1" (cfr. supra)
  - . scénario "base 2" (plus optimiste, cfr. supra)
- scénarios démographiques :
  - . scénario "de référence" (cfr. supra)
  - . scénario de relèvement de la fécondité (remontée jusqu'à 2,1 enfants par femme en 2040 au lieu de 1,8)
  - . scénario d'amélioration de la longévité (poursuite du rythme actuel d'amélioration de l'espérance de vie, soit en 2040, 8 ans de plus pour les hommes que dans le scénario de référence et 9 ans de plus pour les femmes)
  - . scénario de reprise de l'immigration (15.000 entrées nettes par an à partir de 2000)
- scénarios socio-démographiques
  - . scénario "central" (cfr. supra)
  - . scénario d'extension de l'activité féminine (rattrapage à l'horizon 2010 des taux d'activité européens moyens, même progression que dans le scénario central ensuite)
- scénarios sociaux
  - . scénario d'adaptation modérée des allocations sociales à l'évolution du bien-être (cfr. supra)
  - . scénario d'adaptation soutenue des allocations sociales à l'évolution du bien-être (rythme d'adaptation au bien-être des allocations sociales inférieur de 0,75 % à l'évolution macroéconomique, au lieu de 1,25 %).

La figure 5 présente les différentes combinaisons qui ont été testées par simulation.

		Scénario macroéconomique				
		"Base 1"		"Base 2"		
		Scénario social		Scénario social		
		"d'adaptation modérée au bien-être"	"d'adaptation soutenue au bien-être"	"d'adaptation modérée au bien-être"	"d'adaptation soutenue au bien-être"	
Scénario démographique	de référence	Scénario socio-démogr. "central"	Simulation no 1 ("Base 1")	Simulation no 3 (Adaptation soutenue au bien-être)	Simulation no 2 ("Base 2")	Simulation no 4 (Adaptation soutenue au bien-être)
	"de relèvement de la fécondité"	Scénario socio-démogr. "central"	Simulation no 5 (Relèvement de la fécondité)			
	"de longévité"	Scénario socio-démogr. "central"	Simulation no 6 (Amélioration de la longévité)			
	"d'immigration"	Scénario socio-démogr. "central"	Simulation no 7 (Immigration)			
		"d'extension de l'activité féminine"	Simulation no 8 (Extension de l'activité féminine)			
		"d'extension de l'activité féminine"				
		"d'extension de l'activité féminine"				
		"d'extension de l'activité féminine"				

Figure 5 - Simulations étudiées

Les résultats de ces variantes ne seront pas commentés ici en détail<sup>(1)</sup>. Quelques résultats marquants sont donnés dans le tableau 8.

Tableau 8 - Principaux résultats des simulations MALTESE à l'horizon 2040

	1987	2040 ou 1987-2040							
		Sim.n° 1 ("Base1")	Sim.n° 2 ("Base2" ou "Optimiste")	Sim.n° 3 (Base1+ adapta- tion sou- tenue au bien- être)	Sim.n° 4 (Base2+ adapta- tion sou- tenue au bien- être)	Sim.n° 5 (Relève- ment de la fé- condité)	Sim.n° 6 (Amélio- ration de la lon- gévité)	Sim.n° 7 (Immi- gration)	Sim.n° 8 (Exten- sion de l'activi- té fémi- mine)
<b>1. Macroéconomie</b>									
- P.N.B. (croiss.ann.moy.,%)		1.6	2.4	1.6	2.4	1.6	1.7	1.9	1.7
- P.N.B. par tête (id.)		2.3(1)	2.9	2.3	2.9	2.2	2.2	2.3	2.4
- P.N.B. par actif occupé (id.)		2.3	2.9	2.3	2.9	2.3	2.3	2.3	2.3
P.N.B. par tête		x3.3	x4.5	x3.3	x4.5	x3.2	x3.1	x3.4	x3.5
<b>2. Populations active et pensionné (2)</b>									
- Actifs occupés (% de la population)	38	37(3)	39	37	39	36	34	38	39
- Pensionnés (% de la population)	20	36	35	36	35	34	42	34	36
<b>3. Sécurité sociale</b>									
- Prestations (% du P.N.B.)	19.3	21.7	19.8	23.8	21.7	21.5	24.3	20.7	21.3
- Solde primaire (% du P.N.B.)	-0.3	-4.4	-2.4	-6.5	-4.3	-4.2	-7.3	-3.4	-3.8
Prestations en % du total									
- pensions	36	54	53	56	65	54	58	63	54
- maladie-invalidité	32	34	36	32	34	34	32	35	35
- chômage-pré-pension	17	3	1	4	1	3	3	3	3
- allocations familiales	11	4	4	4	4	4	3	4	4
<b>4. Besoin de financement de l'Etat (% du P.N.B.)</b>									
- dont solde primaire (4)	-9.1	-6.6	1.2	-11.8	-3.1	-7.3	-13.9	-3.4	-3.1
	+1.0	-2.5	-0.1	-4.6	-1.9	-2.7	-6.3	-1.2	-1.4

(1) 3.2 % de 1987 à 2000, 2.0 % de 2000 à 2040

(2) Concepts comptables

(3) 42 % en 2000

(4) Hors charges d'intérêt et revenus de la propriété et de l'entreprise

En ce qui concerne les résultats macroéconomiques, on remarque

- que même dans les hypothèses macroéconomiques modérées, l'ordre de grandeur du P.N.B. par tête fait plus que tripler en un demi-siècle; un effort d'imagination est donc nécessaire pour apprécier les évolutions simulées des revenus et prestations sociales;

(1) Une analyse détaillée des résultats de ces variantes fera l'objet d'une communication ultérieure.

- que même des variantes démographiques très contrastées ont des impacts macroéconomiques bien plus modestes que les variantes relatives à la productivité (cfr. tableau 8, P.N.B. par tête dans les simulations n° 2 et n° 4);
- que parmi les variantes non macroéconomiques, si la variante d'immigration a l'effet le plus favorable sur le P.N.B. en valeur absolue, la progression du P.N.B. par tête est légèrement plus accentuée dans la variante d'extension de l'activité féminine.

En ce qui concerne la proportion d'actifs occupés et de pensionnés dans la population, on note :

- une certaine stabilité de la proportion d'actifs occupés du fait d'une compensation entre d'une part le vieillissement et d'autre part le recul présumé du prépensionnement et, avant 2000, du chômage. Une baisse relativement sensible de la proportion d'actifs est cependant enregistrée dans la variante d'amélioration de la longévité;
- l'explosion de la proportion de pensionnés dans toutes les hypothèses, avec une grande stabilité des pourcentages entre les différentes simulations, à l'exception de la variante d'amélioration de la longévité.

La constance de ces ratios à travers les différentes variantes est due à l'inertie des mouvements démographiques qui se traduit notamment par une variation relativement faible des coefficients de dépendance, par exemple dans la variante de reprise de la fécondité.

Les données relatives à la sécurité sociale montrent une sensibilité des résultats

- à l'hypothèse de longévité (déficit primaire en 2040 de 7.3 % dans la variante n° 6 au lieu de 4.4 %)
- aux hypothèses macroéconomiques (déficit primaire en 2040 de 2.1 % dans la variante n° 2 au lieu de 4.4 %)
- à l'hypothèse relative au rythme d'adaptation des allocations sociales, des forfaits et plafonds à l'évolution du bien-être (déficit primaire en 2040 de 6.5 % dans la variante n° 3 au lieu de 4.4 %).

Dans toutes les hypothèses, près de 90 % des dépenses de prestations de la sécurité sociale en 2040 concerneraient les pensions et l'assurance maladie-invalidité.

Notons enfin que ces tendances sont amplifiées au niveau du besoin de financement de l'Etat considéré globalement, du fait du jeu de l'endettement et des charges d'intérêt.

## V. Conclusion

Pour apprécier correctement la portée des résultats des premières études, il convient de s'interroger

- sur l'état de développement de la modélisation;
- sur les variantes intéressantes qui restent à tester;
- sur la portée de la méthodologie.

Ce n'est qu'en tenant compte de ces différents éléments qu'il est possible d'avancer des conclusions générales. Celles-ci peuvent être considérées comme des conclusions préliminaires ou, mieux, comme des réflexions représentatives du genre d'enseignements qu'il est possible de tirer de ce type d'approche.

### V.1 Etat de développement de la modélisation

Les travaux de modélisation exécutés en appliquant le canevas méthodologique présenté sont encore largement en cours. Compte tenu du faible laps de temps écoulé depuis l'amorce de la construction de MALTESE et la complexité des différents niveaux du système, il n'y a guère lieu de s'en étonner. Il faut à cet égard rappeler les délais qui s'écoulaient habituellement entre la mise en chantier d'un modèle et l'exploitation des résultats.

Contentons-nous de mentionner à titre d'exemples quelques modules importants pour lesquels de gros investissements restent à consentir :

- au niveau du modèle "MALTDEMO", la modélisation des effets de cohortes reste incomplète. Une grande cohérence des taux (d'activité, de pensionnement, ...) dans les différentes classes d'âge et de sexe est évidemment assurée grâce à la contrainte de la classification exhaustive de la population, l'articulation sur les données observées en l'année de départ et une prise en compte indirecte des effets de cohortes à travers l'analyse des graphiques relatifs aux évolutions de taux. Il reste cependant à formuler de façon plus précise les flux de passage entre les différents groupes d'âge des catégories socio-démographiques ou socio-économiques;
- au niveau macroéconomique du modèle MALTESE, l'évolution du temps de travail et en particulier du temps partiel constitue l'exemple d'un aspect important du système économique qui n'a pas encore pu être traité. Toutes les grandeurs sont exprimées par tête et pas par heure (productivité, salaire, etc...); la répartition de la productivité et du salaire par an entre productivité et salaire horaires d'une part, durée annuelle du travail d'autre part n'est pas identifiée;

- au niveau "sécurité sociale" du modèle MALTESE, la modélisation de la formation des allocations sociales moyennes par tête a atteint des degrés inégaux de sophistication. Le système d'évaluation de la pension moyenne (cfr. supra), dans le régime général des travailleurs salariés, constitue le meilleur exemple d'un calcul très fin puisqu'il est réalisé "hors MALTESE" par un modèle ad hoc, le modèle PENSION<sup>(1)</sup>. Le module relatif au calcul de la prépension conventionnelle moyenne est également assez avancé. Par contre, le calcul de l'allocation de chômage ou de la pension moyenne dans le régime des travailleurs indépendants est encore extrêmement grossier.

L'élaboration d'un modèle spécial "hors MALTESE" pour les pensions est justifiée à la fois par des considérations de fond (poids historique futur de ce régime) et techniques (complexité du système, utilisation des données statistiques relatives aux carrières qui remontent très loin dans le passé, ...). Mais en réalité, la détermination de l'allocation moyenne dans la plupart des autres branches de la sécurité sociale est d'une complexité proche de celle qui caractérise la branche "pension des travailleurs salariés". Des paramètres de nature identique (tels que plafonds, minima, forfaits, différences dans les indemnités en fonction de la situation familiale et/ou du sexe, importance relative des cohortes, durée de "séjour" dans la branche) expliquent l'évolution des allocations moyennes. N'était la contrainte d'opérationnalité rapide, il serait amplement justifié de développer pour chacune des branches de la sécurité sociale un module d'une complexité comparable à celle du modèle "PENSION".

Il convient cependant de remarquer que le développement de tels instruments est bien plus justifiée par le souci de paramétriser de façon plus poussée les déterminants de l'allocation moyenne - aux fins d'analyse détaillée - que par la crainte de produire, à défaut, des résultats complètement erronnés. L'expérience et l'intuition nous montrent - et un calcul d'erreur soigneusement mené le démontrerait sans doute de façon précise - que les principaux enseignements tirés des approches simplifiées sont largement confirmés par la mise en place de procédures plus lourdes et plus exactes. Cela s'explique par le poids prépondérant, au niveau de la détermination des dépenses de sécurité sociale, des facteurs déjà intégrés dans le modèle comme la démographie, les taux de la projection socio-démographique, le scénario macroéconomique, le taux d'adaptation des allocations sociales au bien-être, le poids grandissant des plafonds, etc...

## V.2 Variantes à étudier

Les premières études de variantes ont permis de tester la sensibilité des résultats aux hypothèses macroéconomiques, démographiques, socio-démographiques et de politique sociale.

(1) Cfr. FESTJENS, M.-J., BECQUAERT, H., BOGAERT, H., op.cit.

Deux types de variantes d'un grand intérêt n'ont pas encore été réalisées :

- 1° des variantes concrètes relatives au développement des transferts internes à l'Etat;
- 2° des variantes relatives à un changement des règles d'indemnisation.

En ce qui concerne le premier point, il faut savoir qu'au stade actuel de modélisation, les recettes, dépenses, dettes et réserves sont bien générées branche par branche de la sécurité sociale. Cependant, les scénarios de politique sociale actuellement utilisés supposent toujours la constance des taux de cotisation et des transferts de l'Etat central pour l'ensemble de la sécurité sociale; cette hypothèse est appliquée comme telle branche par branche et notamment en consacrant les affectations actuelles aux différentes branches de la cotisation destinée au fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale. Cette hypothèse de travail a l'avantage de mettre en évidence, dans les différentes variantes, l'ampleur des difficultés ou des marges de manoeuvre prévisibles dans chacune des branches de la sécurité sociale, mais elle n'a bien entendu aucune valeur prédictive.

Il serait donc souhaitable d'étudier des variantes "sociales" où les transferts entre les branches, les transferts du pouvoir central et éventuellement les cotisations seraient modalisées. Une première possibilité pourrait consister à tenir compte à ce niveau de la pratique des dernières années (écrémage des excédents, transferts automatiques entre branches gérées par un organisme identique, gestion pragmatique du fonds d'équilibre financier, etc...); une seconde pourrait consister à tester le respect de la loi d'Hoore. Il s'agit là d'un type d'exploitation des possibilités du modèle jusqu'à présent laissé en veilleuse.

Il convient d'insister sur le fait qu'en toute hypothèse et à moins de modifier le taux global de cotisation, de telles variantes laisseraient les comptes de l'Etat global inchangés. C'est bien l'évolution du solde primaire, du solde net à financer et de la dette publique de l'ensemble de l'Etat qui reflètent le mieux l'impact des différents scénarios sur les finances publiques, puisque celui-ci est insensible aux hypothèses posées en matière de transferts internes à l'Etat.

En ce qui concerne le second point, il faut préciser qu'un exercice de ce type a été finalisé en décembre dans le cadre des propositions quant à un système d'âge flexible de la retraite. Les résultats ont été mis à la disposition du Gouvernement mais jamais publiés. La possibilité la plus intéressante à exploiter a sans doute trait à une modification de l'âge de la retraite, mesure déjà prise dans divers pays dans la perspective du vieillissement démographique.

### V.3 Portée de la méthodologie

La méthodologie utilisée dans MALTESE appelle de nombreux commentaires et il n'est pas possible de les envisager tous ici. Quelques-uns parmi les plus significatifs seront cependant brièvement évoqués.

Il faut d'emblée préciser que ni le modèle MALTESE ni l'ensemble du système présenté ne constituent un modèle de prévision macroéconomique de long terme (qui serait en quelque sorte le pendant des modèles macroéconomiques de moyen terme utilisés par le Bureau du Plan comme HERMES et MARIBEL) ni a fortiori une sorte de **modèle de prévision "démographique-économique"**. Le niveau macroéconomique de MALTESE est déterminé par la conjonction des scénarios démographique, "socio-démographique" et macroéconomique qui sont entièrement exogènes (ou presque entièrement puisque la situation du marché de l'emploi exerce une faible rétroaction sur la population active). Il n'y a pas de fonction de production ou d'équation de salaire estimées sur les tendances du passé (un passé qui devrait être long pour justifier une projection à cinquante ans des tendances - est-ce faisable ?).

Remarquons de plus que seule l'optique des revenus du P.N.B. est identifiée. L'optique des dépenses ne l'est guère et il n'y a par conséquent pas encore de "bouclage macroéconomique" dans MALTESE, ce qui laisse notamment la problématique des comportements d'épargne et de consommation des ménages hors du champ d'investigation.

Enfin, les scénarios sont indépendants alors qu'il est probable qu'une certaine interdépendance existe par exemple entre l'environnement macroéconomique et les "comportements" démographiques (fécondité, **immigration**) et "socio-démographiques" (**activité, pensionnement**).

Le Bureau du Plan envisage d'aborder certaines de ces questions dans l'avenir.

Au stade actuel, le système présenté, au centre duquel se trouve le modèle MALTESE, pourrait en réalité être qualifié de **système démographique-économique comptable** pour la prévision et l'analyse des problèmes de finances publiques liés aux dépenses sociales. En ce sens, il se situe à mi-chemin entre une approche purement macroéconomique et purement démographique et, sans les intégrer, en comptabilise de façon cohérente les impacts combinés sur le système belge de Sécurité sociale, et partant sur les finances publiques. Ne se substituant ni à l'une ni à l'autre, il tente d'en tirer les éléments nécessaires à une appréciation de l'évolution future du poids des dépenses qui déborde à la fois le stricte cadre démographique et le stricte cadre macroéconomique. Tout particulièrement, il élargit la problématique purement démographique de l'évolution des coefficients de dépendance en y incluant une réflexion intégrée sur les effets tant des évolutions "socio-démographiques" (taux d'activité, de pensionnement, ...), macroéconomiques (croissance) et sociales (rythme d'adaptation des allocations sociales à l'évolution du bien-être) que de la réglementation et/ou de la maturation des systèmes actuels (ou de systèmes alternatifs) de couverture sociale.

## V.4 Premiers enseignements

Bien que la nature du présent rapport soit essentiellement méthodologique, il est intéressant de dégager des résultats des conclusions préliminaires, fût-ce à titre proprement exemplatif.

L'étude montre que la viabilité du système de sécurité sociale dans la perspective du vieillissement ne peut être appréciée à partir de la seule évolution des coefficients démographiques. L'évolution à long terme des finances de la sécurité sociale est fortement tributaire d'autres paramètres, tels que l'environnement macroéconomique, les évolutions dites "socio-démographiques" ou "socio-économiques" (taux d'activité, de scolarité, etc...), la politique sociale, le jeu de la réglementation. L'intégration de ces paramètres à l'analyse constitue un apport essentiel du présent travail.

Il n'en demeure pas moins que le "papy-boom" des années 2010-2030, dans toutes les hypothèses, alourdira significativement les dépenses publiques et tendra à dégrader l'évolution du solde net à financer, enclenchant progressivement un nouvel effet boule de neige. Dans les hypothèses simulées qui supposent notamment, hormis les éléments des scénarios macroéconomiques et sociaux, la poursuite d'une politique rigoureuse en matière de dépenses publiques, cette dégradation se produit après une longue période d'assainissement du déficit et de l'endettement publics (de 1990 à 2010-2020); il s'ensuit que dans la plupart des scénarios, l'aggravation de la situation financière publique en fin de période soit contenue dans des limites apparemment tolérables. Cependant, dans le scénario d'amélioration de la longévité et dans celui de plus grande générosité sociale sans environnement macroéconomique optimiste (cfr. tableau 8, simulation n° 3 et n° 6), le déficit et l'endettement publics atteindraient des niveaux alarmants.

Une amélioration de la performance macroéconomique (productivité) ou des taux d'activité (immigration, extension de l'activité féminine, action sur le volant de chômage) sont autant d'éléments susceptibles d'accroître la viabilité financière de la sécurité sociale. Un relèvement de la natalité par contre est désormais pratiquement sans effet bénéfique pour la période cruciale 2010-2030; du fait de l'inertie des évolutions démographiques, il est "déjà trop tard".

La possibilité d'un relèvement de l'âge de la retraite n'a pas encore été explorée. Une telle éventualité revient néanmoins à un accroissement des taux d'activité, variante déjà étudiée. Un tel relèvement pourrait d'ailleurs se produire spontanément dans un contexte de pénurie de main-d'oeuvre et de tension persistante entre le niveau des rémunérations et le niveau des pensions; il pourrait s'imposer en cas d'amélioration forte de la longévité.

La confrontation entre l'évolution des finances de la sécurité sociale et celle des finances publiques globales invite également à formuler des considérations quant aux hypothèses relatives aux cotisations et aux transferts de sécurité sociale. Dans tous les scénarios le déficit primaire de la sécurité sociale dépasse celui de l'ensemble de l'Etat et par

conséquent le reste de l'Etat accuse un surplus primaire (cfr. tableau 8). Une adaptation des transferts du pouvoir central à la sécurité sociale serait donc envisageable à long terme.

L'ampleur de l'accroissement des dépenses sociales du fait du vieillissement par rapport à l'évolution des assiettes susceptibles de financer cet accroissement a également été étudiée brièvement (cfr. par exemple tableaux 5 et 6, page 30); le calcul montre que dans la plupart des scénarios, les accroissements de dépenses de sécurité sociale en valeur absolue restent inférieurs à la progression des assiettes en valeur absolue. Les relèvements éventuels des prélèvements obligatoires qui permettraient de contenir l'augmentation du déficit public, quoique lourds et pas nécessairement praticables socio-politiquement, ne seraient donc pas d'une ampleur telle que les cotisants se verraient complètement privés des fruits de la croissance.

Dans leur état actuel, les résultats de l'étude conduisent donc à des conclusions provisoires nuancées; même si le vieillissement démographique entraînera nécessairement un surcroît de dépenses, la viabilité financière du système belge de sécurité sociale paraît possible dans certaines conditions :

- la "générosité" sociale devra rester prudente (à moins d'assister à une forte accélération de la croissance économique), mais pourra néanmoins se situer à mi-chemin environ entre l'austérité des années quatre-vingt et une adaptation intégrale à l'évolution du bien-être;
- la période cruciale 2010-2030 devra être abordée avec un endettement public minimal;
- en cas d'amélioration forte de la longévité sans accélération forte de la croissance économique, un relèvement de l'âge de la retraite sera sans doute inévitable. Dans cette perspective, les politiques touchant à la question de l'âge de la retraite gagneront à rester vigilantes.

De façon générale, les politiques visant à accroître à long terme les gains de productivité et les taux d'activité auront des effets très bénéfiques sur les évolutions financières de la sécurité sociale, comme la mise en place de mécanismes (politique vigoureuses de recyclage et de formation) permettant d'éviter la constitution de noyaux durs de chômeurs irrécupérables.

Le vieillissement est un défi démographique; les conclusions provisoires de cette étude montrent que, pour un horizon d'un demi-siècle, ce sont surtout les paramètres économiques, socio-démographiques et de politique sociale qui permettront de le relever efficacement.

**FICHE TECHNIQUE DE LA SIMULATION No 1**  
**("BASE 1")**

# SIMULATION No1 ("BASE 1")

## SCENARIO

---

### SCENARIO

#### **Scénario macroéconomique**

Nom : Scénario macroéconomique "base 1"

Caractéristiques :

- Productivité-homme et taux de salaire (tous secteurs) : +2,25 %/an
- Emploi <sup>1</sup>
  - . Entreprises, hors entreprises publiques : +0,75 %/an
  - . Entreprises publiques : 0,00 %/an
  - . Etat hors enseignement : - avant l'an 2000 : -0,75 %/an  
- après l'an 2000 : même croissance que la population active
  - . Etat, enseignement : même croissance que la population scolaire
  - . Indépendants : +0,75 %/an
- Taux de chômage de plein-emploi : 5 % de la population active

#### **Scénario démographique**

Nom : Scénario démographique "de référence"

Caractéristiques :

- Persistance d'une fécondité faible
- Solde migratoire nul
- Progression lente de l'espérance de vie

#### **Scénario socio-démographique**

Nom : Scénario socio-démographique "central"

Caractéristiques :

- Baisse des taux d'activité entre 15 et 24 ans
- Relèvement modéré des taux féminins d'activité
- Constance des autres taux, notamment aux classe d'âge avancé.

---

1. Tant que le plein-emploi n'est pas atteint.

# SIMULATION No1 ("BASE 1") SCENARIO

---

## **Scénario social**

Nom : Scénario social "d'adaptation modérée au bien-être"

Caractéristiques :

- Maintien des taux des cotisations sociales de 1987
- Blocage en termes réels des transferts de l'Etat central à la Sécurité sociale jusqu'à l'an 2000, évolution parallèle aux cotisations ensuite
- Décrochage de 1,25 % des allocations sociales, forfaits et plafonds par rapport à l'évolution macroéconomique des salaires (soit ici une hausse de 1 % par an des allocations sociales, forfaits et plafonds).

# SIMULATION No1 ("BASE 1")

## SCENARIO

		Scénario macroéconomique				
		"Base 1"		"Base 2"		
		Scénario social		Scénario social		
		"d'adaptation modérée au bien-être"	"d'adaptation soutenue au bien-être"	"d'adaptation modérée au bien-être"	"d'adaptation soutenue au bien-être"	
Scénario démographique	de référence"	Scénario socio-démogr. "central"	<b>Simulation no 1 ("Base 1")</b>	Simulation no 3 (Adaptation soutenue au bien-être)	Simulation no 2 ("Base 2")	Simulation no 4 (Adaptation soutenue au bien-être)
	"de relèvement de la fécondité"	Scénario socio-démogr. "central" "d'extension de l'activité féminine"	Simulation no 8 (Extension de l'activité féminine)			
	"de longévité"	Scénario socio-démogr. "central" "d'extension de l'activité féminine"	Simulation no 5 (Relèvement de la fécondité)			
	"d'immigration"	Scénario socio-démogr. "central" "d'extension de l'activité féminine"	Simulation no 6 (Amélioration de la longévité)			
	Scénario socio-démogr. "central" "d'extension de l'activité féminine"	Simulation no 7 (Immigration)				

# SIMULATION No1 ("BASE 1")

## LISTE DES TABLEAUX

---

### LISTE DES TABLEAUX

#### 1. Environnement socio-démographique

- Tableau 1.1.A Populations active et non active (H + F) concepts démographiques (En milliers)
- Tableau 1.1.B Populations active et non active (H + F) concepts démographiques (En % de la population totale)
- Tableau 1.1.C Populations active et non active (H + F) concepts démographiques (Taux de croissance)
- Tableau 1.2.A Populations active et non active (Hommes) concepts démographiques (En milliers)
- Tableau 1.2.B Populations active et non active (Hommes) concepts démographiques (En % de la population totale)
- Tableau 1.2.C Populations active et non active (Hommes) concepts démographiques (Taux de croissance)
- Tableau 1.3.A Populations active et non active (Femmes) concepts démographiques (En milliers)
- Tableau 1.3.B Populations active et non active (Femmes) concepts démographiques (En % de la population totale)
- Tableau 1.3.C Populations active et non active (Femmes) concepts démographiques (Taux de croissance)

#### 2. Environnement macroéconomique

- Tableau 2.1.A Population active, emploi et chômage (Milliers d'unités)
- Tableau 2.1.B Population active, emploi et chômage (% de la population active)
- Tableau 2.1.C Population active, emploi et chômage (Taux de croissance)
- Tableau 2.2.A Revenus par tête (Milliers de francs de 1987)
- Tableau 2.2.B Revenus par tête (Taux de croissance)
- Tableau 2.3.A Masses macroéconomiques (Rev.national, P.N.B. et bases des cotisations sociales - Milliards francs 1987)
- Tableau 2.3.B Masses macroéconomiques (Rev.national, P.N.B. et bases des cotisations sociales - Taux de croissance)

#### 3. Déterminants de certaines dépenses sociales : nombre de bénéficiaires

- Tableau 3.1.A Populations pensionnée, active, invalide, chômeuse (Par sexe - Milliers d'unités - Concepts comptables)
- Tableau 3.1.B Populations pensionnée, active, invalide, chômeuse (Par sexe - % popul. totale - Concepts comptables)
- Tableau 3.1.C Populations pensionnée, active, invalide, chômeuse (Par sexe - Taux de croissance - Concepts comptables)

## SIMULATION No1 ("BASE 1") LISTE DES TABLEAUX

---

- |               |   |
|---------------|---|
| Tableau 3.2.A | Populations pensionnée, active, invalide, chômeuse (Hommes -<br>Milliers d'unités - Concepts comptables)  |
| Tableau 3.2.B | Populations pensionnée, active, invalide, chômeuse (Hommes -<br>% popul. masculine - Concepts comptables) |
| Tableau 3.3.A | Populations pensionnée, active, invalide, chômeuse (Femmes -<br>Milliers d'unités - Concepts comptables)  |
| Tableau 3.3.B | Populations pensionnée, active, invalide, chômeuse (Femmes -<br>% popul. féminine - Concepts comptables)  |
| Tableau 3.4.A | Répartition de l'emploi masculin par secteur (Hommes -<br>Milliers d'unités)                              |
| Tableau 3.4.B | Répartition de l'emploi masculin par secteur (Hommes -<br>% de la population active)                      |
| Tableau 3.5.A | Répartition de l'emploi féminin par secteur (Femmes - Milliers d'unités)                                  |
| Tableau 3.5.B | Répartition de l'emploi féminin par secteur (Femmes -<br>% de la population active)                       |
| Tableau 3.6.A | Répartition des pensionnés par secteur et par sexe (Milliers d'unités -<br>Concept comptable)             |
| Tableau 3.6.B | Répartition des pensionnés par secteur et par sexe (% du total -<br>Concept comptable)                    |
| Tableau 3.7.A | Répartition des pensionnés masculins par secteur (Hommes -<br>Milliers d'unités - Concept comptable)      |
| Tableau 3.7.B | Répartition des pensionnés masculins par secteur (Hommes -<br>% du total - Concept comptable)             |
| Tableau 3.8.A | Répartition des pensionnés féminins par secteur (Femmes -<br>Milliers d'unités - Concept comptable)       |
| Tableau 3.8.B | Répartition des pensionnés féminins par secteur (Femmes -<br>% du total - Concept comptable)              |
4. Déterminants de certaines dépenses sociales : montants moyens
- |             |  |
|-------------|--|
| Tableau 4.1 | Allocations sociales par tête (Milliers de francs de 1987)   |
| Tableau 4.2 | Allocations sociales par tête (Indice du salaire moyen en 1987,<br>en dehors du secteur public = 100)  |
| Tableau 4.3 | Allocations sociales par tête (Indice du salaire moyen en 1987 dans le<br>secteur correspondant = 100) |
5. Déterminants de certaines dépenses sociales : divers
- |               |  |
|---------------|--|
| Tableau 5.1.A | Formation des dépenses de santé  |
| Tableau 5.1.B | Formation des dépenses de santé (Taux de croissance)   |
| Tableau 5.2.B | Formation des dépenses d'allocations familiales : Croiss. des dép.<br>totales, tous régimes (Barèmes 1987) |

SIMULATION No1 ("BASE 1")  
LISTE DES TABLEAUX

---

6. Comptes de la Sécurité sociale et de l'ensemble de l'Etat

- Tableau 6.1.A Sécurité sociale (Milliards de F.B. de 1987)
- Tableau 6.1.B Sécurité soicale (% du P.N.B.)
- Tableau 6.1.C Sécurité sociale (Taux de croissance)
- Tableau 6.2.A Compte de l'Etat (Milliards de F.B. de 1987)
- Tableau 6.2.B Compte de l'Etat (% du P.N.B.)
- Tableau 6.2.C Compte de l'Etat (Taux de croissance)

7. Eléments supplémentaires pour l'analyse du poids de certaines dépenses sociales

- Tableau 7.1.A Pensions, dépenses totales (Milliards de francs de 1987)
- Tableau 7.1.B Pensions, dépenses totales (% du P.N.B.)
- Tableau 7.1.C Pensions, dépenses totales (Taux de croissance)
- Tableau 7.2.A Indicateurs du poids des dépenses totales (Masses salariales, salaire moyen moins dépenses Séc.soc.)
- Tableau 7.2.B Indicateurs du poids des dépenses totales (Masses salariales, salaire moyen moins dépenses Séc.soc.)

**SIMULATION No1 ("BASE 1")**  
**ENVIRONNEMENT SOCIO-DEMOGRAPHIQUE**

**1. Environnement socio-démographique**

**TABLEAU 1.1.A : POPULATIONS ACTIVE ET NON ACTIVE (H + F)**  
**CONCEPTS DEMOGRAPHIQUES (EN MILLIERS)**

	1987	1995	2000	2010	2020	2030	2040
POPULATION TOTALE	9870	9915	9888	9701	9405	8994	8477
1. Population active	3950	3972	3983	3800	3475	3140	2906
2. Population inactive	5920	5943	5904	5901	5930	5854	5570
2.1 Population scolaire	2298	2238	2179	2029	1896	1815	1728
2.2 Population invalide (plus de 14 ans)	230	213	210	209	185	150	127
2.3 Population pensionnée	1745	1915	2010	2199	2508	2758	2722
2.4 Population s'occupant de son propre ménage	1202	1151	1104	1082	987	808	689
2.5 Autre population inactive	445	426	401	382	354	324	305

**TABLEAU 1.1.B : POPULATIONS ACTIVE ET NON ACTIVE (H + F)**  
**CONCEPTS DEMOGRAPHIQUES (EN % DE LA POPULATION TOTALE)**

	1987	1995	2000	2010	2020	2030	2040
POPULATION TOTALE	100	100	100	100	100	100	100
1. Population active	40	40	40	39	37	35	34
2. Population inactive	60	60	60	61	63	65	66
2.1 Population scolaire	23	23	22	21	20	20	20
2.2 Population invalide (plus de 14 ans)	2	2	2	2	2	2	1
2.3 Population pensionnée	18	19	20	23	27	31	32
2.4 Population s'occupant de son propre ménage	12	12	11	11	10	9	8
2.5 Autre population inactive	5	4	4	4	4	4	4

**TABLEAU 1.1.C : POPULATIONS ACTIVE ET NON ACTIVE (H + F)**  
**CONCEPTS DEMOGRAPHIQUES (TAUX DE CROISSANCE)**

	1995/ 1987	2000/ 1995	2010/ 2000	2020/ 2010	2030/ 2020	2040/ 2030
POPULATION TOTALE	0.1	-1	-2	-3	-4	-6
1. Population active	0.1	0.1	-5	-9	-1.0	-8
2. Population inactive	0.0	-1	0.0	0.0	-1	-5
2.1 Population scolaire	-3	-5	-7	-7	-4	-5
2.2 Population invalide (plus de 14 ans)	-9	-3	0.0	-1.2	-2.1	-1.7
2.3 Population pensionnée	1.2	1.0	0.9	1.3	1.0	-1
2.4 Population s'occupant de son propre ménage	-5	-8	-2	-9	-2.0	-1.6
2.5 Autre population inactive	-6	-1.2	-5	-8	-9	-6

Taux de croissance moyens

**SIMULATION No1 ("BASE 1")**  
**ENVIRONNEMENT SOCIO-DEMOGRAPHIQUE**

**TABLEAU 1.2.A : POPULATIONS ACTIVE ET NON ACTIVE (HOMMES)**  
**CONCEPTS DEMOGRAPHIQUES (EN MILLIERS)**

	1987	1995	2000	2010	2020	2030	2040
POPULATION TOTALE	4819	4842	4827	4726	4568	4342	4066
1. Population active	2425	2407	2396	2293	2093	1867	1712
2. Population inactive	2394	2435	2431	2433	2474	2475	2354
2.1 Population scolaire	1180	1148	1117	1039	971	929	885
2.2 Population invalide (plus de 14 ans)	145	138	134	135	119	95	78
2.3 Population pensionnée	818	904	945	1032	1175	1256	1205
2.4 Population s'occupant de son propre ménage	6	6	6	6	6	5	5
2.5 Autre population inactive	244	239	228	221	204	190	180

**TABLEAU 1.2.B : POPULATIONS ACTIVE ET NON ACTIVE (HOMMES)**  
**CONCEPTS DEMOGRAPHIQUES (EN % DE LA POPULATION TOTALE)**

	1987	1995	2000	2010	2020	2030	2040
POPULATION TOTALE	100	100	100	100	100	100	100
1. Population active	50	50	50	49	46	43	42
2. Population inactive	50	50	50	51	54	57	58
2.1 Population scolaire	24	24	23	22	21	21	22
2.2 Population invalide (plus de 14 ans)	3	3	3	3	3	2	2
2.3 Population pensionnée	17	19	20	22	26	29	30
2.4 Population s'occupant de son propre ménage	0	0	0	0	0	0	0
2.5 Autre population inactive	5	5	5	5	4	4	4

**TABLEAU 1.2.C : POPULATIONS ACTIVE ET NON ACTIVE (HOMMES)**  
**CONCEPTS DEMOGRAPHIQUES (TAUX DE CROISSANCE)**

	1995/ 1987	2000/ 1995	2010/ 2000	2020/ 2010	2030/ 2020	2040/ 2030
POPULATION TOTALE	0.1	-1	-2	-3	-5	-7
1. Population active	-1	-1	-4	-9	-1.1	-9
2. Population inactive	0.2	0.0	0.0	0.2	0.0	-5
2.1 Population scolaire	-3	-5	-7	-7	-4	-5
2.2 Population invalide (plus de 14 ans)	-6	-5	0.0	-1.2	-2.2	-1.9
2.3 Population pensionnée	1.3	0.9	0.9	1.3	0.7	-4
2.4 Population s'occupant de son propre ménage	0.1	0.2	0.1	-7	-1.2	-1.2
2.5 Autre population inactive	-3	-9	-3	-8	-7	-5

Taux de croissance moyens

**SIMULATION No1 ("BASE 1")**  
**ENVIRONNEMENT SOCIO-DEMOGRAPHIQUE**

**TABLEAU 1.3.A : POPULATIONS ACTIVE ET NON ACTIVE (FEMMES)**  
**CONCEPTS DEMOGRAPHIQUES (EN MILLIERS)**

	1987	1995	2000	2010	2020	2030	2040
POPULATION TOTALE	5051	5073	5061	4975	4838	4652	4411
1. Population active	1525	1565	1587	1507	1382	1273	1194
2. Population inactive	3526	3508	3474	3468	3455	3379	3217
2.1 Population scolaire	1117	1090	1062	990	926	886	844
2.2 Population invalide (plus de 14 ans)	84	75	75	74	66	55	49
2.3 Population pensionnée	927	1011	1066	1167	1333	1501	1516
2.4 Population s'occupant de son propre ménage	1196	1145	1098	1075	981	802	684
2.5 Autre population inactive	201	187	173	161	150	134	124

**TABLEAU 1.3.B : POPULATIONS ACTIVE ET NON ACTIVE (FEMMES)**  
**CONCEPTS DEMOGRAPHIQUES (EN % DE LA POPULATION TOTALE)**

	1987	1995	2000	2010	2020	2030	2040
POPULATION TOTALE	100	100	100	100	100	100	100
1. Population active	30	31	31	30	29	27	27
2. Population inactive	70	69	69	70	71	73	73
2.1 Population scolaire	22	21	21	20	19	19	19
2.2 Population invalide (plus de 14 ans)	2	1	1	1	1	1	1
2.3 Population pensionnée	18	20	21	23	28	32	34
2.4 Population s'occupant de son propre ménage	24	23	22	22	20	17	16
2.5 Autre population inactive	4	4	3	3	3	3	3

**TABLEAU 1.3.C : POPULATIONS ACTIVE ET NON ACTIVE (FEMMES)**  
**CONCEPTS DEMOGRAPHIQUES (TAUX DE CROISSANCE)**

	1995/ 1987	2000/ 1995	2010/ 2000	2020/ 2010	2030/ 2020	2040/ 2030
POPULATION TOTALE	0.1	0.0	-0.2	-0.3	-0.4	-0.5
1. Population active	0.3	0.3	-0.5	-0.9	-0.8	-0.6
2. Population inactive	-0.1	-0.2	0.0	0.0	-0.2	-0.5
2.1 Population scolaire	-0.3	-0.5	-0.7	-0.7	-0.4	-0.5
2.2 Population invalide (plus de 14 ans)	-1.5	0.0	-0.1	-1.2	-1.7	-1.3
2.3 Population pensionnée	1.1	1.1	0.9	1.3	1.2	0.1
2.4 Population s'occupant de son propre ménage	-0.5	-0.8	-0.2	-0.9	-2.0	-1.6
2.5 Autre population inactive	-0.9	-1.5	-0.7	-0.7	-1.1	-0.7

Taux de croissance moyens

SIMULATION No1 ("BASE 1")  
ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE

**2. Environnement macroéconomique**

**TABLEAU 2.1.A : POPULATION ACTIVE, EMPLOI ET CHOMAGE  
(MILLIERS D'UNITES)**

	1987	1995	2000	2010	2020	2030	2040
POPULATION	9870	9915	9888	9701	9405	8994	8477
POPULATION ACTIVE	4281	4364	4390	4282	3974	3583	3316
1. Chômage complet	532	295	220	214	199	179	166
2. Population active occupée	3750	4069	4170	4068	3776	3404	3150
2.1 Etat	681	670	648	621	578	533	499
2.1.1 Etat : enseignement	272	264	257	239	224	214	204
2.1.2 Etat : autre	409	406	391	381	354	319	295
2.2 Autres salariés	2403	2663	2758	2700	2504	2248	2076
2.2.1 Entreprises publiques	151	155	155	152	141	126	117
2.2.2 Autres	2252	2508	2603	2548	2364	2122	1960
2.3 Indépendants	665	736	764	748	694	623	575

**TABLEAU 2.1.B : POPULATION ACTIVE, EMPLOI ET CHOMAGE  
(% DE LA POPULATION ACTIVE)**

	1987	1995	2000	2010	2020	2030	2040
POPULATION ACTIVE	100	100	100	100	100	100	100
1. Chômage complet	12	7	5	5	5	5	5
2. Population active occupée	88	93	95	95	95	95	95
2.1 Etat	16	15	15	14	15	15	15
2.1.1 Etat : enseignement	6	6	6	6	6	6	6
2.1.2 Etat : autre	10	9	9	9	9	9	9
2.2 Autres salariés	56	61	63	63	63	63	63
2.2.1 Entreprises publiques	4	4	4	4	4	4	4
2.2.2 Autres	53	57	59	60	59	59	59
2.3 Indépendants	16	17	17	17	17	17	17

**TABLEAU 2.1.C : POPULATION ACTIVE, EMPLOI ET CHOMAGE  
(TAUX DE CROISSANCE)**

	1995/ 1987	2000/ 1995	2010/ 2000	2020/ 2010	2030/ 2020	2040/ 2030
POPULATION	0.1	-1	-2	-3	-4	-6
POPULATION ACTIVE	0.2	0.1	-2	-7	-1.0	-8
1. Chômage complet	-7.1	-5.7	-3	-7	-1.0	-8
2. Population active occupée	1.0	0.5	-2	-7	-1.0	-8
2.1 Etat	-2	-7	-4	-7	-8	-7
2.1.1 Etat : enseignement	-4	-5	-7	-7	-4	-5
2.1.2 Etat : autre	-1	-8	-2	-7	-1.0	-8
2.2 Autres salariés	1.3	0.7	-2	-7	-1.1	-8
2.2.1 Entreprises publiques	0.3	0.0	-2	-7	-1.1	-8
2.2.2 Autres	1.4	0.8	-2	-7	-1.1	-8
2.3 Indépendants	1.3	0.8	-2	-7	-1.1	-8

Taux de croissance moyens

**SIMULATION No1 ("BASE 1")  
ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE**

**TABLEAU 2.2.A : REVENUS PAR TETE (MILLIERS DE FRANCS DE 1987)**

	1987	1995	2000	2010	2020	2030	2040
P.N.B. PAR HABITANT	535	696	805	1007	1214	1444	1776
REVENU NATIONAL PAR ACTIF OCCUPE	1132	1363	1533	1930	2429	3064	3839
1. Etat (avec pensions)	942	1169	1352	1781	2324	3034	3839
2.1 Etat : enseignement	1045	1343	1554	2047	2646	3422	4286
2.2 Etat : autre	873	1056	1220	1614	2121	2773	3531
2. Autres salariés	929	1111	1243	1553	1945	2443	3057
2.2.1 Entreprises publiques (avec pensions)	1206	1455	1665	2091	2705	3607	4606
2.2.2 Autres	910	1089	1217	1521	1900	2373	2965
2.3 Indépendants	894	1067	1193	1490	1861	2325	2904

**TABLEAU 2.2.B : REVENUS PAR TETE (TAUX DE CROISSANCE)**

	1995/ 1987	2000/ 1995	2010/ 2000	2020/ 2010	2030/ 2020	2040/ 2030
P.N.B. PAR HABITANT	3.3	2.9	2.3	1.9	1.7	2.1
REVENU NATIONAL PAR ACTIF OCCUPE	2.4	2.4	2.3	2.3	2.3	2.3
1. Etat (avec pensions)	2.7	3.0	2.8	2.7	2.7	2.4
2.1 Etat : enseignement	3.2	3.0	2.8	2.6	2.6	2.3
2.2 Etat : autre	2.4	2.9	2.8	2.8	2.7	2.4
2. Autres salariés	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3
2.2.1 Entreprises publiques (avec pensions)	2.4	2.7	2.3	2.6	2.9	2.5
2.2.2 Autres	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3
2.3 Indépendants	2.2	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3

Taux de croissance moyens

**SIMULATION No1 ("BASE 1")**  
**ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE**

**TABLEAU 2.3.A : MASSES MACROECONOMIQUES (REV. NATIONAL. P.N.B.  
ET BASES DES COTISATIONS SOCIALES - MILLIARDS FRANCS 1987)**

	1987	1995	2000	2010	2020	2030	2040
P.N.B.	5283	6903	7959	9774	11420	12983	15056
REVENU NATIONAL	4243	5545	6392	7850	9172	10428	12093
1. Etat (avec pensions)	642	783	876	1105	1343	1618	1917
2.1 Etat : enseignement	284	354	399	490	592	733	874
2.2 Etat : autre	357	429	477	615	751	885	1043
2. Autres salariés	2232	2957	3427	4192	4871	5491	6346
2.2.1 Entreprises publiques (avec pensions)	183	225	258	317	380	455	537
2.2.2 Autres	2049	2732	3170	3875	4491	5036	5810
2.3 Indépendants	595	785	911	1114	1291	1448	1670
Ventilation selon régime de sécurité sociale							
A. Salariés (régime général et assimilés)	2131	2827	3273	4000	4636	5201	6001
B. Indépendants	595	785	911	1114	1291	1448	1670
C. Régimes secteur public (hors pensions)	582	683	745	892	1037	1193	1394

**TABLEAU 2.3.B : MASSES MACROECONOMIQUES (REV. NATIONAL. P.N.B.  
ET BASES DES COTISATIONS SOCIALES - TAUX DE CROISSANCE)**

	1995/ 1987	2000/ 1995	2010/ 2000	2020/ 2010	2030/ 2020	2040/ 2030
P.N.B.	3.4	2.9	2.1	1.6	1.3	1.5
REVENU NATIONAL	3.4	2.9	2.1	1.6	1.3	1.5
1. Etat (avec pensions)	2.5	2.3	2.3	2.0	1.9	1.7
2.1 Etat : enseignement	2.8	2.4	2.1	1.9	2.2	1.8
2.2 Etat : autre	2.3	2.2	2.6	2.0	1.7	1.7
2. Autres salariés	3.6	3.0	2.0	1.5	1.2	1.5
2.2.1 Entreprises publiques (avec pensions)	2.7	2.7	2.1	1.8	1.8	1.7
2.2.2 Autres	3.7	3.0	2.0	1.5	1.2	1.4
2.3 Indépendants	3.5	3.0	2.0	1.5	1.2	1.4
Ventilation selon régime de sécurité sociale						
A. Salariés (régime général et assimilés)	3.6	3.0	2.0	1.5	1.2	1.4
B. Indépendants	3.5	3.0	2.0	1.5	1.2	1.4
C. Régimes secteur public (hors pensions)	2.0	1.8	1.8	1.5	1.4	1.6

Taux de croissance moyens

SIMULATION No1 ("BASE 1")  
**DETERMINANTS DE CERTAINES DEPENSES SOCIALES :**  
**NOMBRE DE BENEFICIAIRES**

**3. Déterminants de certaines dépenses sociales : nombre de bénéficiaires**

**TABLEAU 3.1.A : POPULATIONS PENSIONNEE, ACTIVE, INVALIDE, CHOMEUSE  
(PAR SEXE - MILLIERS D'UNITES - CONCEPTS COMPTABLES)**

	1987	1995	2000	2010	2020	2030	2040
POPULATION TOTALE	9870	9915	9888	9701	9405	8994	8477
- Hommes	4819	4842	4827	4726	4568	4342	4066
- Femmes	5051	5073	5061	4975	4838	4652	4411
1. Population active	4281	4364	4390	4282	3974	3583	3316
- Hommes	2542	2557	2553	2519	2348	2090	1915
- Femmes	1739	1807	1837	1764	1627	1493	1401
1.1 Population active occupée	3750	4069	4170	4068	3776	3404	3150
- Hommes	2309	2403	2425	2396	2237	1994	1827
- Femmes	1441	1665	1745	1672	1539	1410	1323
1.2 Chômage	532	295	220	214	199	179	166
- Hommes	233	154	128	123	111	96	88
- Femmes	299	141	92	91	88	83	78
2. Population pensionnée	1978	2176	2279	2435	2761	3074	3043
- Hommes	900	1001	1043	1094	1237	1354	1307
- Femmes	1077	1175	1236	1341	1525	1719	1736
2.1 Population prépensionnée	130	128	118	103	91	81	69
- Hommes	110	109	102	92	83	74	62
- Femmes	20	18	16	11	8	7	6
2.2 Autres (hors prépensionnés)	1847	2048	2160	2333	2670	2993	2975
- Hommes	790	892	941	1002	1154	1280	1245
- Femmes	1057	1156	1220	1331	1516	1712	1730
3. Population invalide	180	180	184	201	209	194	176
- Hommes	129	130	132	147	156	145	131
- Femmes	50	51	51	54	53	49	45

**SIMULATION No1 ("BASE 1")**  
**DETERMINANTS DE CERTAINES DEPENSES SOCIALES :**  
**NOMBRE DE BENEFICIAIRES**

**TABLEAU 3.1.B : POPULATIONS PENSIONNEE, ACTIVE, INVALIDE, CHOMEUSE**  
**(PAR SEXE - % POPULATION TOTALE - CONCEPTS COMPTABLES)**

	1987	1995	2000	2010	2020	2030	2040
POPULATION TOTALE	100	100	100	100	100	100	100
- Hommes	49	49	49	49	49	48	48
- Femmes	51	51	51	51	51	52	52
1. Population active	43	44	44	44	42	40	39
- Hommes	26	26	26	26	25	23	23
- Femmes	18	18	19	18	17	17	17
1.1 Population active occupée	38	41	42	42	40	38	37
- Hommes	23	24	25	25	24	22	22
- Femmes	15	17	18	17	16	16	16
1.2 Chômage	5	3	2	2	2	2	2
- Hommes	2	2	1	1	1	1	1
- Femmes	3	1	1	1	1	1	1
2. Population pensionnée	20	22	23	25	29	34	36
- Hommes	9	10	11	11	13	15	15
- Femmes	11	12	13	14	16	19	20
2.1 Population pré-pensionnée	1	1	1	1	1	1	1
- Hommes	1	1	1	1	1	1	1
- Femmes	0	0	0	0	0	0	0
2.2 Autres (hors pré-pensionnés)	19	21	22	24	28	33	35
- Hommes	8	9	10	10	12	14	15
- Femmes	11	12	12	14	16	19	20
3. Population invalide	2	2	2	2	2	2	2
- Hommes	1	1	1	2	2	2	2
- Femmes	1	1	1	1	1	1	1

**SIMULATION No1 ("BASE 1")**  
**DETERMINANTS DE CERTAINES DEPENSES SOCIALES :**  
**NOMBRE DE BENEFICIAIRES**

**TABLEAU 3.1.C : POPULATIONS PENSIONNEE, ACTIVE, INVALIDE, CHOMEUSE**  
**(PAR SEXE - TAUX DE CROISSANCE - CONCEPTS COMPTABLES)**

	1995/ 1987	2000/ 1995	2010/ 2000	2020/ 2010	2030/ 2020	2040/ 2030
POPULATION TOTALE	0.1	-1	-.2	-.3	-.4	-.6
- Hommes	0.1	-1	-.2	-.3	-.5	-.7
- Femmes	0.1	0.0	-.2	-.3	-.4	-.5
1. Population active	0.2	0.1	-.2	-.7	-1.0	-.8
- Hommes	0.1	0.0	-.1	-.7	-1.2	-.9
- Femmes	0.5	0.3	-.4	-.8	-.9	-.6
1.1 Population active occupée	1.0	0.5	-.2	-.7	-1.0	-.8
- Hommes	0.5	0.2	-.1	-.7	-1.1	-.9
- Femmes	1.8	0.9	-.4	-.8	-.9	-.6
1.2 Chômage	-7.1	-5.7	-.3	-.7	-1.0	-.8
- Hommes	-5.1	-3.7	-.4	-1.0	-1.4	-.9
- Femmes	-8.9	-8.3	-.1	-.4	-.6	-.6
2. Population pensionnée	1.2	0.9	0.7	1.3	1.1	-.1
- Hommes	1.3	0.8	0.5	1.2	0.9	-.4
- Femmes	1.1	1.0	0.8	1.3	1.2	0.1
2.1 Population pré-pensionnée	-.3	-1.5	-1.4	-1.2	-1.2	-1.6
- Hommes	-.1	-1.4	-1.0	-1.1	-1.1	-1.7
- Femmes	-1.3	-2.3	-4.2	-2.2	-1.7	-1.1
2.2 Autres (hors pré-pensionnés)	1.3	1.1	0.8	1.4	1.1	-.1
- Hommes	1.5	1.1	0.6	1.4	1.0	-.3
- Femmes	1.1	1.1	0.9	1.3	1.2	0.1
3. Population invalide	0.0	0.4	0.9	0.4	-.7	-1.0
- Hommes	0.0	0.4	1.1	0.6	-.7	-1.1
- Femmes	0.0	0.3	0.4	-.1	-.8	-.8

Taux de croissance moyens

**SIMULATION No1 ("BASE 1")  
DETERMINANTS DE CERTAINES DEPENSES SOCIALES :  
NOMBRE DE BENEFICIAIRES**

**TABLEAU 3.2.A : POPULATIONS PENSIONNEE, ACTIVE, INVALIDE, CHOMEUSE  
(HOMMES - MILLIERS D'UNITES - CONCEPTS COMPTABLES)**

	1987	1995	2000	2010	2020	2030	2040
POPULATION TOTALE (HOMMES)	4819	4842	4827	4726	4568	4342	4066
1. Population active	2542	2557	2553	2519	2348	2090	1915
1.1 Population active occupée	2309	2403	2425	2396	2237	1994	1827
1.2 Chômage	233	154	128	123	111	96	88
2. Population pensionnée	900	1001	1043	1094	1237	1354	1307
2.1 Population prépensionnée	110	109	102	92	83	74	62
2.2 Autres (hors prépensionnés)	790	892	941	1002	1154	1280	1245
3. Population invalide	129	130	132	147	156	145	131

**TABLEAU 3.2.B : POPULATIONS PENSIONNEE, ACTIVE, INVALIDE, CHOMEUSE  
(HOMMES - % POPULATION MASCULINE - CONCEPTS COMPTABLES)**

	1987	1995	2000	2010	2020	2030	2040
POPULATION TOTALE (HOMMES)	100	100	100	100	100	100	100
1. Population active	53	53	53	53	51	48	47
1.1 Population active occupée	48	50	50	51	49	46	45
1.2 Chômage	5	3	3	3	2	2	2
2. Population pensionnée	19	21	22	23	27	31	32
2.1 Population prépensionnée	2	2	2	2	2	2	2
2.2 Autres (hors prépensionnés)	16	18	19	21	25	29	31
3. Population invalide	3	3	3	3	3	3	3

**SIMULATION No1 ("BASE 1")  
DETERMINANTS DE CERTAINES DEPENSES SOCIALES :  
NOMBRE DE BENEFICIAIRES**

**TABLEAU 3.3.A : POPULATIONS PENSIONNEE, ACTIVE, INVALIDE, CHOMEUSE  
(FEMMES - MILLIERS D'UNITES - CONCEPTS COMPTABLES)**

	1987	1995	2000	2010	2020	2030	2040
POPULATION TOTALE (FEMMES)	5051	5073	5061	4975	4838	4652	4411
1. Population active	1739	1807	1837	1764	1627	1493	1401
1.1 Population active occupée	1441	1665	1745	1672	1539	1410	1323
1.2 Chômage	299	141	92	91	88	83	78
2. Population pensionnée	1077	1175	1236	1341	1525	1719	1736
2.1 Population pré-pensionnée	20	18	16	11	8	7	6
2.2 Autres (hors pré-pensionnés)	1057	1156	1220	1331	1516	1712	1730
3. Population invalide	50	51	51	54	53	49	45

**TABLEAU 3.3.B : POPULATIONS PENSIONNEE, ACTIVE, INVALIDE, CHOMEUSE  
(FEMMES - % POPULATION FEMMINE - CONCEPTS COMPTABLES)**

	1987	1995	2000	2010	2020	2030	2040
POPULATION TOTALE (FEMMES)	100	100	100	100	100	100	100
1. Population active	34	36	36	35	34	32	32
1.1 Population active occupée	29	33	34	34	32	30	30
1.2 Chômage	6	3	2	2	2	2	2
2. Population pensionnée	21	23	24	27	32	37	39
2.1 Population pré-pensionnée	0	0	0	0	0	0	0
2.2 Autres (hors pré-pensionnés)	21	23	24	27	31	37	39
3. Population invalide	1	1	1	1	1	1	1

**SIMULATION No1 ("BASE 1")**  
**DETERMINANTS DE CERTAINES DEPENSES SOCIALES :**  
**NOMBRE DE BENEFICIAIRES**

**TABLEAU 3.4.A : REPARTITION DE L'EMPLOI MASCULIN PAR SECTEUR**  
**(HOMMES - MILLIERS D'UNITES)**

	1987	1995	2000	2010	2020	2030	2040
POPULATION ACTIVE	2542	2557	2553	2519	2348	2090	1915
1. Chômage complet	233	154	128	123	111	96	88
2. Population active occupée	2309	2403	2425	2396	2237	1994	1827
2.1 Etat	393	340	304	290	273	255	238
2.1.1 Etat : enseignement	104	90	84	81	77	71	66
2.1.2 Etat : autre	290	250	220	210	197	184	172
2.2 Autres salariés	1497	1612	1656	1643	1533	1358	1240
2.2.1 Entreprises publiques	129	131	130	128	119	106	98
2.2.2 Autres	1368	1482	1526	1515	1414	1251	1142
2.3 Indépendants	419	451	466	462	431	382	349

**TABLEAU 3.4.B : REPARTITION DE L'EMPLOI MASCULIN PAR SECTEUR**  
**(HOMMES - % DE LA POPULATION ACTIVE)**

	1987	1995	2000	2010	2020	2030	2040
POPULATION ACTIVE	100	100	100	100	100	100	100
1. Chômage complet	9	6	5	5	5	5	5
2. Population active occupée	91	94	95	95	95	95	95
2.1 Etat	15	13	12	12	12	12	12
2.1.1 Etat : enseignement	4	4	3	3	3	3	3
2.1.2 Etat : autre	11	10	9	8	8	9	9
2.2 Autres salariés	59	63	65	65	65	65	65
2.2.1 Entreprises publiques	5	5	5	5	5	5	5
2.2.2 Autres	54	58	60	60	60	60	60
2.3 Indépendants	16	18	18	18	18	18	18

**SIMULATION No1 ("BASE 1")**  
**DETERMINANTS DE CERTAINES DEPENSES SOCIALES :**  
**NOMBRE DE BENEFICIAIRES**

**TABLEAU 3.5.A : REPARTITION DE L'EMPLOI FEMININ PAR SECTEUR**  
**(FEMMES - MILLIERS D'UNITES)**

	1987	1995	2000	2010	2020	2030	2040
POPULATION ACTIVE	1739	1807	1837	1764	1627	1493	1401
1. Chômage complet	299	141	92	91	88	83	78
2. Population active occupée	1441	1665	1745	1672	1539	1410	1323
2.1 Etat	270	312	327	314	289	264	248
2.1.1 Etat : enseignement	169	174	173	159	147	143	138
2.1.2 Etat : autre	102	138	154	155	142	121	110
2.2 Autres salariés	924	1068	1119	1073	987	905	849
2.2.1 Entreprises publiques	22	24	24	24	22	20	19
2.2.2 Autres	902	1044	1095	1049	966	885	830
2.3 Indépendants	246	285	298	286	263	241	226

**TABLEAU 3.5.B : REPARTITION DE L'EMPLOI FEMININ PAR SECTEUR**  
**(FEMMES - % DE LA POPULATION ACTIVE)**

	1987	1995	2000	2010	2020	2030	2040
POPULATION ACTIVE	100	100	100	100	100	100	100
1. Chômage complet	17	8	5	5	5	6	6
2. Population active occupée	83	92	95	95	95	94	94
2.1 Etat	16	17	18	18	18	18	18
2.1.1 Etat : enseignement	10	10	9	9	9	10	10
2.1.2 Etat : autre	6	8	8	9	9	8	8
2.2 Autres salariés	53	59	61	61	61	61	61
2.2.1 Entreprises publiques	1	1	1	1	1	1	1
2.2.2 Autres	52	58	60	60	59	59	59
2.3 Indépendants	14	16	16	16	16	16	16

**SIMULATION No1 ("BASE 1")**  
**DETERMINANTS DE CERTAINES DEPENSES SOCIALES :**  
**NOMBRE DE BENEFICIAIRES**

**TABLEAU 3.6.A : REPARTITION DES PENSIONNES PAR SECTEUR ET PAR SEXE**  
**(MILLIERS D'UNITES - CONCEPT COMPTABLE)**

	1987	1995	2000	2010	2020	2030	2040
POPULATION PENSIONNEE	1978	2176	2279	2435	2761	3074	3043
- Hommes	900	1001	1043	1094	1237	1354	1307
- Femmes	1077	1175	1236	1341	1525	1719	1736
1. Préensionnés	130	128	118	103	91	81	69
- Hommes	110	109	102	92	83	74	62
- Femmes	20	18	16	11	8	7	6
2. Secteur public	338	405	447	502	534	565	549
- Hommes	179	216	244	290	306	308	294
- Femmes	159	189	203	211	228	256	256
2.1 Enseignement	75	118	134	153	160	171	164
2.2 Etat, autres	160	178	196	234	255	261	255
2.3 Entreprises publiques	95	103	113	113	119	132	130
2.4 Anciens cadres d'Afrique	7	6	5	2	0	0	0
3. Salariés, indépendants, revenu garanti	1509	1644	1713	1831	2136	2428	2425
- Hommes	611	676	697	712	848	972	952
- Femmes	897	968	1017	1119	1288	1456	1474
3.1 Salariés, régime général	1202	1347	1428	1562	1821	2052	2048
3.2 Indépendants	262	246	232	211	249	302	304
3.3 Revenu garanti	45	50	53	57	66	74	73

**SIMULATION No1 ("BASE 1")**  
**DETERMINANTS DE CERTAINES DEPENSES SOCIALES :**  
**NOMBRE DE BENEFICIAIRES**

**TABLEAU 3.6.B : REPARTITION DES PENSIONNES PAR SECTEUR ET PAR SEXE**  
**(% DU TOTAL - CONCEPT COMPTABLE)**

	1987	1995	2000	2010	2020	2030	2040
<b>POPULATION PENSIONNEE</b>	100	100	100	100	100	100	100
- Hommes	46	46	46	45	45	44	43
- Femmes	54	54	54	55	55	56	57
<b>1. Préensionnés</b>	7	6	5	4	3	3	2
- Hommes	6	5	4	4	3	2	2
- Femmes	1	1	1	0	0	0	0
<b>2. Secteur public</b>	17	19	20	21	19	18	18
- Hommes	9	10	11	12	11	10	10
- Femmes	8	9	9	9	8	8	8
2.1 Enseignement	4	5	6	6	6	6	5
2.2 Etat, autres	8	8	9	10	9	9	8
2.3 Entreprises publiques	5	5	5	5	4	4	4
2.4 Anciens cadres d'Afrique	0	0	0	0	0	0	0
<b>3. Salariés, indépendants, revenu garanti</b>	76	76	75	75	77	79	80
- Hommes	31	31	31	29	31	32	31
- Femmes	45	44	45	46	47	47	48
3.1 Salariés, régime général	61	62	63	64	66	67	67
3.2 Indépendants	13	11	10	9	9	10	10
3.3 Revenu garanti	2	2	2	2	2	2	2

**SIMULATION No1 ("BASE 1")**  
**DETERMINANTS DE CERTAINES DEPENSES SOCIALES :**  
**NOMBRE DE BENEFICIAIRES**

**TABLEAU 3.7.A : REPARTITION DES PENSIONNES MASCULINS PAR SECTEUR**  
**(HOMMES - MILLIERS D'UNITES - CONCEPT COMPTABLE)**

	1987	1995	2000	2010	2020	2030	2040
POPULATION PENSIONNEE	900	1001	1043	1094	1237	1354	1307
1. Préensionnés	110	109	102	92	83	74	62
2. Secteur public	179	216	244	290	306	308	294
2.1 Enseignement	25	47	53	60	62	62	59
2.2 Etat, autres	96	107	119	153	162	154	146
2.3 Entreprises publiques	53	59	68	75	82	92	89
2.4 Anciens cadres d'Afrique	5	4	3	1	0	0	0
3. Salariés, indépendants, revenu garanti	611	676	697	712	848	972	952
3.1 Salariés, régime général	486	555	581	601	709	805	787
3.2 Indépendants	117	111	105	99	126	153	151
3.3 Revenu garanti	9	10	10	11	12	14	13

**TABLEAU 3.7.B : REPARTITION DES PENSIONNES MASCULINS PAR SECTEUR**  
**(HOMMES - % DU TOTAL - CONCEPT COMPTABLE)**

	1987	1995	2000	2010	2020	2030	2040
POPULATION PENSIONNEE	100	100	100	100	100	100	100
1. Préensionnés	12	11	10	8	7	5	5
2. Secteur public	20	22	23	27	25	23	22
2.1 Enseignement	3	5	5	6	5	5	5
2.2 Etat, autres	11	11	11	14	13	11	11
2.3 Entreprises publiques	6	6	7	7	7	7	7
2.4 Anciens cadres d'Afrique	1	0	0	0	0	0	0
3. Salariés, indépendants, revenu garanti	68	67	67	65	69	72	73
3.1 Salariés, régime général	54	55	56	55	57	59	60
3.2 Indépendants	13	11	10	9	10	11	12
3.3 Revenu garanti	1	1	1	1	1	1	1

**SIMULATION No1 ("BASE 1")**  
**DETERMINANTS DE CERTAINES DEPENSES SOCIALES :**  
**NOMBRE DE BENEFICIAIRES**

**TABLEAU 3.8.A : REPARTITION DES PENSIONNES FEMININS PAR SECTEUR**  
**(FEMMES - MILLIERS D'UNITES - CONCEPT COMPTABLE)**

	1987	1995	2000	2010	2020	2030	2040
POPULATION PENSIONNEE	1077	1175	1236	1341	1525	1719	1736
1. Préensionnés	20	18	16	11	8	7	6
2. Secteur public	159	189	203	211	228	256	256
2.1 Enseignement	50	71	80	92	99	109	105
2.2 Etat, autres	65	71	77	80	93	107	109
2.3 Entreprises publiques	43	44	45	38	37	40	42
2.4 Etat, hors consommation publique	2	2	1	1	0	0	0
3. Salariés, indépendants, revenu garanti	897	968	1017	1119	1288	1456	1474
3.1 Salariés, régime général	716	792	846	961	1112	1247	1261
3.2 Indépendants	144	135	127	112	123	149	153
3.3 Revenu garanti	37	41	43	47	53	60	60

**TABLEAU 3.8.B : REPARTITION DES PENSIONNES FEMININS PAR SECTEUR**  
**(FEMMES - % DU TOTAL - CONCEPT COMPTABLE)**

	1987	1995	2000	2010	2020	2030	2040
POPULATION PENSIONNEE	100	100	100	100	100	100	100
1. Préensionnés	2	2	1	1	1	0	0
2. Secteur public	15	16	16	16	15	15	15
2.1 Enseignement	5	6	7	7	6	6	6
2.2 Etat, autres	6	6	6	6	6	6	6
2.3 Entreprises publiques	4	4	4	3	2	2	2
2.4 Anciens cadres d'Afrique	0	0	0	0	0	0	0
3. Salariés, indépendants, revenu garanti	83	82	82	83	84	85	85
3.1 Salariés, régime général	66	67	68	72	73	73	73
3.2 Indépendants	13	12	10	8	8	9	9
3.3 Revenu garanti	3	3	3	3	3	3	3

**SIMULATION No1 ("BASE 1")**  
**DETERMINANTS DE CERTAINES DEPENSES SOCIALES :**  
**MONTANTS MOYENS**

**4. Déterminants de certaines dépenses sociales : montants moyens**

**TABLEAU 4.1: ALLOCATIONS SOCIALES PAR TETE**  
**(MILLIERS DE FRANCS DE 1987)**

	1987	1995	2000	2010	2020	2030	2040
1. Pension moyenne, tous régimes	287	336	379	476	586	715	881
1.1 Pré pensions conventionnelles	327	345	371	420	469	519	573
1.2 Secteur public, tous régimes	482	577	646	810	1013	1265	1579
1.2.1 Enseignement	548	646	722	902	1127	1408	1759
1.2.2 Etat, autres	482	568	635	793	991	1237	1546
1.2.3 Entreprises publiques	441	520	581	726	907	1133	1416
1.3 Salariés, indépendants, revenu garanti	240	276	310	388	484	593	732
1.3.1 Salariés, régime général	254	293	330	413	520	641	793
1.3.2 Indépendants	180	198	211	244	289	349	431
1.3.3 Revenu garanti	189	191	201	222	245	271	299
2. Chômage	241	253	268	297	328	362	400
3. Invalidité	303	348	382	457	536	617	697
Pour mémoire : revenus du travail par tête							
A. Etat, hors pensions	768	905	1012	1260	1575	1975	2472
B. Entreprises publiques, hors pensions	920	1110	1241	1550	1937	2420	3023
C. Autres salariés	910	1089	1217	1521	1900	2373	2965
D. Indépendants	894	1067	1193	1490	1861	2325	2904
E. Revenus par tête, moyenne générale, hors pensions publiques	882	1056	1182	1476	1844	2304	2878

**SIMULATION No1 ("BASE 1")  
DETERMINANTS DE CERTAINES DEPENSES SOCIALES :  
MONTANTS MOYENS**

**TABLEAU 4.2: ALLOCATIONS SOCIALES PAR TETE  
(INDICE DU SALAIRE MOYEN EN 1987, EN DEHORS DU SECTEUR PUBLIC = 100)**

	1987	1995	2000	2010	2020	2030	2040
1. Pension moyenne, tous régimes	32	31	31	31	31	30	30
1.1 Prévisions conventionnelles	36	32	31	28	25	22	19
1.2 Secteur public, tous régimes	53	53	53	53	53	53	53
1.2.1 Enseignement	60	59	59	59	59	59	59
1.2.2 Etat, autres	53	52	52	52	52	52	52
1.2.3 Entreprises publiques	48	48	48	48	48	48	48
1.3 Salariés, indépendants, revenu garanti	26	25	25	25	25	25	25
1.3.1 Salariés, régime général	28	27	27	27	27	27	27
1.3.2 Indépendants	20	18	17	16	15	15	15
1.3.3 Revenu garanti	21	18	17	15	13	11	10
2. Chômage	27	23	22	20	17	15	14
3. Invalidité	33	32	31	30	28	26	24
Pour mémoire : revenus du travail par tête							
A. Etat, hors pensions	84	83	83	83	83	83	83
B. Entreprises publiques, hors pensions	102	102	102	102	102	102	102
C. Autres salariés	100	100	100	100	100	100	100
D. Indépendants	98	98	98	98	98	98	98
E. Revenus par tête, moyenne générale, hors pensions publiques	97	97	97	97	97	97	97



SIMULATION No1 ("BASE 1")  
**DETERMINANTS DE CERTAINES DEPENSES SOCIALES :**  
**DIVERS**

**5. Déterminants de certaines dépenses sociales : divers**

**TABLEAU 5.1.A : FORMATION DES DEPENSES DE SANTE**

	1987	1995	2000	2010	2020	2030	2040
<b>1. Consommation privée de santé</b>							
1.1 Par habitant (milliers de francs de 1987) : totale	34	47	57	78	102	128	160
1.1.1 A structure démographique constante	34	46	55	73	93	113	139
1.1.2 Incidence de la structure démographique	0	1	2	5	9	15	20
1.2 Population (milliers)	9870	9915	9888	9701	9405	8994	8477
1.3 Consommation privée totale (milliards de francs de 1987)	335	464	561	761	960	1150	1353
1.4 Consommation privée totale (% du P.N.B.)	6	7	7	8	8	9	9
<b>2. Prestations soins de santé</b>							
2.1 Total (milliards de francs 1987)	244	321	389	529	669	802	943
2.1.1 Régime des salariés	226	296	367	489	619	742	874
2.1.2 Régime des indépendantsa	18	26	31	40	50	59	70
2.2 Total (% dépenses privée de santé)	73	69	69	70	70	70	70
2.3 Total (% du P.N.B.)	5	5	5	5	6	6	6
<b>3. Répartition des titulaires (%)</b>							
3.1 Régime des salariés	86	85	85	86	86	87	87
3.2 Régime des indépendants	14	15	15	14	14	13	13

**SIMULATION No1 ("BASE 1")**  
**DETERMINANTS DE CERTAINES DEPENSES SOCIALES :**  
**DIVERS**

**TABLEAU 5.1.B : FORMATION DES DEPENSES DE SANTE**  
**(TAUX DE CROISSANCE)**

	1995/ 1987	2000/ 1995	2010/ 2000	2020/ 2010	2030/ 2020	2040/ 2030
<b>1. Consommation privée de santé</b>						
1.1 Par habitant (milliers de francs de 1987) : totale	4.1	3.9	3.3	2.7	2.3	2.2
1.1.1 A structure démographique constante	3.8	3.6	3.0	2.4	2.0	2.1
1.2 Population (milliers)	0.1	-1	-2	-3	-4	-6
1.3 Consommation privée totale (milliards de francs de 1987)	4.2	3.9	3.1	2.3	1.8	1.6
<b>2. Prestations soins de santé</b>						
2.1 Total (milliards de francs 1987)	3.5	3.9	3.1	2.4	1.8	1.6
2.1.1 Régime des salariés	3.4	3.9	3.2	2.4	1.8	1.6
2.1.2 Régime des indépendants <sup>a</sup>	4.4	3.7	2.6	2.1	1.8	1.6

Taux de croissance moyens

**TABLEAU 5.2.B : FORMATION DES DEPENSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES :**  
**CROISSANCE DES DEPENSES TOTALES, TOUS REGIMES (BAREMES 1987)**

	1995/ 1987	2000/ 1995	2010/ 2000	2020/ 2010	2030/ 2020	2040/ 2030
Taux de croissance	-7	-6	-8	-7	-4	-7

Taux de croissance moyens

**SIMULATION No1 ("BASE 1")  
COMPTES DE LA SECURITE SOCIALE  
ET DE L'ENSEMBLE DE L'ETAT**

**6. Comptes de la Sécurité sociale et de l'ensemble de l'Etat**

**TABLEAU 6.1.A : SECURITE SOCIALE (MILLIARDS DE F.B. DE 1987)**

	1987	1995	2000	2010	2020	2030	2040
<b>1. Recettes</b>							
Cotisations	788	1041	1204	1472	1710	1924	2223
Transferts Pouvoir central	266	266	274	335	390	440	509
Total hors rev. prop. et entrep.	1055	1306	1478	1807	2099	2364	2731
<b>2. Prestations</b>							
Pensions régime des salariés	306	395	471	646	946	1315	1623
Pensions régime des indépendants	47	49	49	52	72	105	131
Pensions revenu garanti	9	10	11	13	16	20	22
Total pensions	361	454	531	710	1034	1441	1776
Soins de santé, rég. salariés	226	296	357	489	619	742	874
Soins de santé, rg. indépendants	18	26	31	40	50	59	70
Total soins de santé	244	321	389	529	669	802	943
Indemnités A.M.I., rég. salariés	77	89	99	126	149	158	162
Indemnités A.M.I., rég. indépend.	4	4	5	6	8	8	8
Total indemnités A.M.I.	81	93	104	132	156	166	171
Chômage	128	75	59	64	65	65	66
Prévisions	43	44	44	43	43	42	39
Total chômage - prévisions	171	119	103	107	108	107	106
Allocations familiales, rég. salariés	97	91	93	96	99	105	108
Allocations familiales, rég. indépend.	12	12	13	13	14	15	15
Total allocations familiales	109	104	106	109	112	119	123
Autres prestations	52	69	80	97	113	126	146
Total prestations	1018	1160	1312	1684	2192	2761	3265
<b>3. Dépenses de fonctionnement</b>	54	64	68	83	97	109	126
<b>4. Total des dépenses</b>	1073	1223	1381	1768	2269	2870	3391
<b>5. Solde hors rev. propr. et entr.</b>	-18	84	97	40	-190	-506	-659

**SIMULATION No1 ("BASE 1")  
COMPTES DE LA SECURITE SOCIALE  
ET DE L'ENSEMBLE DE L'ETAT**

**TABLEAU 6.1.B : SECURITE SOCIALE (% du P.N.B.)**

	1987	1995	2000	2010	2020	2030	2040
<b>1. Recettes</b>							
Cotisations	15	15	15	15	15	15	15
Transferts Pouvoir central	5	4	3	3	3	3	3
Total hors rev. prop. et entrep.	20	19	19	18	18	18	18
<b>2. Prestations</b>							
Pensions régime des salariés	6	6	6	7	8	10	11
Pensions régime des indépendants	1	1	1	1	1	1	1
Pensions revenu garanti	0	0	0	0	0	0	0
Total pensions	7	7	7	7	9	11	12
Soins de santé, rég. salariés	4	4	4	5	5	6	6
Soins de santé, rg, indépendants	0	0	0	0	0	0	0
Total soins de santé	5	5	5	5	6	6	6
Indemnités A.M.I., rég. salariés	1	1	1	1	1	1	1
Indemnités A.M.I., rég. indépend.	0	0	0	0	0	0	0
Total indemnités A.M.I.	2	1	1	1	1	1	1
Chômage	2	1	1	1	1	1	0
Prévisions	1	1	1	0	0	0	0
Total chômage - prévisions	3	2	1	1	1	1	1
Allocations familiales, rég. salariés	2	1	1	1	1	1	1
Allocations familiales, rég. indépend.	0	0	0	0	0	0	0
Total allocations familiales	2	2	1	1	1	1	1
Autres prestations	1	1	1	1	1	1	1
Total prestations	19	17	16	17	19	21	22
<b>3. Dépenses de fonctionnement</b>	1	1	1	1	1	1	1
<b>4. Total des dépenses</b>	20	18	17	18	20	22	23
<b>5. Solde hors rev. propr. et entr.</b>	0	1	1	0	-2	-4	-4

**SIMULATION No1 ("BASE 1")  
COMPTES DE LA SECURITE SOCIALE  
ET DE L'ENSEMBLE DE L'ETAT**

**TABLEAU 6.1.C : SECURITE SOCIALE  
(TAUX DE CROISSANCE)**

	1995/ 1987	2000/ 1995	2010/ 2000	2020/ 2010	2030/ 2020	2040/ 2030
<b>1. Recettes</b>						
Cotisations	3.5	2.9	2.0	1.5	1.2	1.5
Transferts Pouvoir central	0.0	0.6	2.0	1.5	1.2	1.5
Total hors rev. prop. et entrep.	2.7	2.5	2.0	1.5	1.2	1.5
<b>2. Prestations</b>						
Pensions régime salariés	3.3	3.6	3.2	3.9	3.3	2.1
Pensions régime indépendants	0.5	0.1	0.5	3.4	3.9	2.2
Pensions revenu garanti	1.4	2.1	1.8	2.4	2.2	0.9
Total pensions	2.9	3.2	2.9	3.8	3.4	2.1
Soins de santé, régime salariés	3.4	3.9	3.2	2.4	1.8	1.6
Soins de santé, régime indép.	4.4	3.7	2.6	2.1	1.8	1.6
Total soins de santé	3.5	3.9	3.1	2.4	1.8	1.6
Indemnités A.M.I., rég. salariés	1.8	2.2	2.4	1.7	0.6	0.3
Indemnités A.M.I., rég. indép.	3.0	2.8	2.4	1.7	0.6	0.3
Total indemnités A.M.I.	1.9	2.2	2.4	1.7	0.6	0.3
Chômage	-6.5	-4.7	0.8	0.3	0.0	0.2
Pré pensions	0.4	-1	-2	-1	-2	-7
Total chômage - pré pensions	-4.5	-2.9	0.4	0.1	-1	-1
Alloc. familiales, rég. salariés	-8	0.4	0.3	0.3	0.6	0.3
Alloc. familiales, rég. indép.	0.4	1.0	0.3	0.3	0.6	0.3
Total allocations familiales	-6	0.5	0.3	0.3	0.6	0.3
Autres prestations	3.6	3.0	2.0	1.5	1.2	1.4
Total prestations	1.6	2.5	2.5	2.7	2.3	1.7
<b>3. Dépenses de fonctionnement</b>	2.0	1.5	2.0	1.5	1.2	1.5
<b>4. Total des dépenses</b>	1.7	2.5	2.5	2.6	2.3	1.7

Taux de croissance moyens

**SIMULATION No1 ("BASE 1")  
COMPTES DE LA SECURITE SOCIALE  
ET DE L'ENSEMBLE DE L'ETAT**

**TABLEAU 6.2.A : COMPTE DE L'ETAT (MILLIARDS DE F.B. DE 1987)**

	1987	1995	2000	2010	2020	2030	2040
<b>1. Opérations courantes</b>							
<b>1.1 Recettes</b>							
Cotisations de sécurité sociale	788	1041	1204	1472	1710	1924	2223
Impôts	1591	1899	2189	2688	3141	3571	4142
Rev. de la propr. et entr.	31	71	95	174	202	55	28
Transferts du Reste du Monde	15	6	7	8	10	11	13
<b>Total</b>	<b>2425</b>	<b>3017</b>	<b>3495</b>	<b>4343</b>	<b>5062</b>	<b>5562</b>	<b>6405</b>
<b>1.2 Dépenses</b>							
Transferts de sécurité sociale	1018	1160	1312	1684	2192	2761	3265
Autres transferts aux ménages	118	154	177	215	250	284	330
Consommation publique	894	1110	1252	1566	1881	2229	2626
Transferts aux entreprises	61	71	81	100	117	133	154
Transferts au Reste du Monde	44	58	67	82	96	109	127
Intérêts de la dette publique	563	691	556	500	447	384	651
<b>Total</b>	<b>2699</b>	<b>3243</b>	<b>3445</b>	<b>4148</b>	<b>4983</b>	<b>5901</b>	<b>7151</b>
<b>1.3 Solde</b>	<b>-274</b>	<b>-226</b>	<b>50</b>	<b>195</b>	<b>79</b>	<b>-339</b>	<b>-746</b>
<b>2. Opérations en capital solde (y compris aj. statistique)</b>	<b>-207</b>	<b>-111</b>	<b>-127</b>	<b>-156</b>	<b>-183</b>	<b>-208</b>	<b>-241</b>
<b>3. Solde net à financer et dette</b>							
<b>3.1 Solde net à financer</b>	<b>-481</b>	<b>-337</b>	<b>-77</b>	<b>38</b>	<b>-104</b>	<b>-547</b>	<b>-987</b>
<b>3.2 Dette publique P.C.+P.L.+S.S.</b>	<b>6284</b>	<b>7896</b>	<b>7810</b>	<b>5915</b>	<b>4707</b>	<b>6652</b>	<b>12251</b>
<b>3.3 Taux implicite (%)</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>

**SIMULATION No1 ("BASE 1")  
COMPTES DE LA SECURITE SOCIALE  
ET DE L'ENSEMBLE DE L'ETAT**

**TABLEAU 6.2.B : COMPTE DE L'ETAT(% du P.N.B.)**

	1987	1995	2000	2010	2020	2030	2040
<b>1. Opérations courantes</b>							
<b>1.1 Recettes</b>							
Cotisations de sécurité sociale	15	15	15	15	15	15	15
Impôts	30	28	28	28	28	28	28
Rev. de la propr. et entr.	1	1	1	2	2	0	0
Transferts du Reste du Monde	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>46</b>	<b>44</b>	<b>44</b>	<b>44</b>	<b>44</b>	<b>43</b>	<b>43</b>
<b>1.2 Dépenses</b>							
Transferts de sécurité sociale	19	17	16	17	19	21	22
Autres transferts aux ménages	2	2	2	2	2	2	2
Consommation publique	17	16	16	16	16	17	17
Transferts aux entreprises	1	1	1	1	1	1	1
Transferts au Reste du Monde	1	1	1	1	1	1	1
Intérêts de la dette publique	11	10	7	5	4	3	4
<b>Total</b>	<b>51</b>	<b>47</b>	<b>43</b>	<b>42</b>	<b>44</b>	<b>45</b>	<b>47</b>
<b>1.3 Solde</b>	<b>-5</b>	<b>-3</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>-3</b>	<b>-5</b>
<b>2. Opérations en capital solde (y compris aj.statistique)</b>	<b>-4</b>	<b>-2</b>	<b>-2</b>	<b>-2</b>	<b>-2</b>	<b>-2</b>	<b>-2</b>
<b>3. Solde net à financer et dette</b>							
<b>3.1 Solde net à financer</b>	<b>-9</b>	<b>-5</b>	<b>-1</b>	<b>0</b>	<b>-1</b>	<b>-4</b>	<b>-7</b>
<b>3.2 Dette publique P.C.+P.L.+S.S.</b>	<b>119</b>	<b>114</b>	<b>98</b>	<b>61</b>	<b>41</b>	<b>51</b>	<b>81</b>

**SIMULATION No1 ("BASE 1")  
COMPTES DE LA SECURITE SOCIALE  
ET DE L'ENSEMBLE DE L'ETAT**

**TABLEAU 6.2.C : COMPTE DE L'ETAT  
(TAUX DE CROISSANCE)**

	1995/ 1987	2000/ 1995	2010/ 2000	2020/ 2010	2030/ 2020	2040/ 2030
<b>1. Opérations courantes</b>						
<b>1.1 Recettes</b>						
Cotisations de sécurité sociale	3.5	2.9	2.0	1.5	1.2	1.5
Impôts	2.2	2.9	2.1	1.6	1.3	1.5
Rev. de la propr. et entr.	10.9	6.1	6.2	1.5	-12.1	-6.6
Transferts au Reste du Monde	-10.9	2.9	2.1	1.6	1.3	1.5
<b>Total</b>	<b>2.8</b>	<b>3.0</b>	<b>2.2</b>	<b>1.5</b>	<b>0.9</b>	<b>1.4</b>
<b>1.2 Dépenses</b>						
Transferts de sécurité sociale	1.6	2.5	2.5	2.7	2.3	1.7
Autres transferts aux ménages	3.3	2.8	2.0	1.5	1.3	1.5
Consommation publique	2.7	2.4	2.3	1.8	1.7	1.7
Transferts aux entreprises	1.8	2.9	2.1	1.6	1.3	1.5
Transferts au Reste du Monde	3.8	2.9	2.1	1.6	1.3	1.5
Intérêts de la dette publique	2.6	-4.3	-1.0	-1.1	-1.5	5.4
<b>Total</b>	<b>2.3</b>	<b>1.2</b>	<b>1.9</b>	<b>1.9</b>	<b>1.7</b>	<b>1.9</b>
<b>1.3 Dette publique P.C.+P.L.+S.S.</b>	<b>2.9</b>	<b>-2</b>	<b>-2.7</b>	<b>-2.3</b>	<b>3.5</b>	<b>6.3</b>

Taux de croissance moyens

SIMULATION No1 ("BASE 1")  
 ELEMENTS SUPPLEMENTAIRES POUR L'ANALYSE  
 DU POIDS DE CERTAINES DEPENSES SOCIALES

**7. Eléments supplémentaires pour l'analyse du poids de certaines dépenses sociales**

**TABLEAU 7.1.A : PENSIONS, DEPENSES TOTALES  
 (MILLIARDS DE FRANCS DE 1987)**

	1987	1995	2000	2010	2020	2030	2040
1. Préensionnés	43	44	44	43	43	42	39
2. Salariés, indépendants, revenu garanti	361	454	531	710	1034	1441	1776
Dont salariés	306	395	471	646	946	1315	1623
Dont indépendants	47	49	49	52	72	105	131
Dont revenu garanti	9	10	11	13	16	20	22
3. Secteur public	163	233	289	407	541	714	867
Dont enseignement	41	76	97	138	181	241	289
Dont Etat, autres	77	101	124	186	252	324	394
Dont entreprises publiques	42	53	66	82	108	150	185
Dont anciens cadres d'Afrique	3	3	2	1	0	0	0
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>567</b>	<b>731</b>	<b>864</b>	<b>1160</b>	<b>1618</b>	<b>2197</b>	<b>2683</b>

**TABLEAU 7.1.B : PENSIONS, DEPENSES TOTALES  
 (% du P.N.B.)**

	1987	1995	2000	2010	2020	2030	2040
1. Préensionnés	1	1	1	0	0	0	0
2. Salariés, indépendants, revenu garanti	7	7	7	7	9	11	12
Dont salariés	6	6	6	7	8	10	11
Dont indépendants	1	1	1	1	1	1	1
Dont revenu garanti	0	0	0	0	0	0	0
3. Secteur public	3	3	4	4	5	6	6
Dont enseignement	1	1	1	1	2	2	2
Dont Etat, autres	1	1	2	2	2	2	3
Dont entreprises publiques	1	1	1	1	1	1	1
Dont anciens cadres d'Afrique	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>12</b>	<b>14</b>	<b>17</b>	<b>18</b>

**SIMULATION N°1 ("BASE 1")  
ELEMENTS SUPPLEMENTAIRES POUR L'ANALYSE  
DU POIDS DE CERTAINES DEPENSES SOCIALES**

**TABLEAU 7.1.C : PENSIONS, DEPENSES TOTALES  
(TAUX DE CROISSANCE)**

	1995/ 1987	2000/ 1995	2010/ 2000	2020/ 2010	2030/ 2020	2040/ 2030
1. Préensionnés	0.4	-1	-2	-1	-2	-7
2. Salariés, indépendants, revenu garanti	2.9	3.2	2.9	3.8	3.4	2.1
Dont salariés	3.3	3.6	3.2	3.9	3.3	2.1
Dont indépendants	0.5	0.1	0.5	3.4	3.9	2.2
Dont revenu garanti	1.4	2.1	1.8	2.4	2.2	0.9
3. Secteur public	4.6	4.4	3.5	2.9	2.8	2.0
Dont enseignement	8.0	4.8	3.6	2.7	2.9	1.8
Dont Etat, autres	3.4	4.2	4.1	3.1	2.5	2.0
Dont entreprises publiques	3.0	4.2	2.3	2.8	3.3	2.1
Dont anciens cadres d'Afrique	-6	-2.0	-5.8	-100.0	0.0	0.0
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>3.2</b>	<b>3.4</b>	<b>3.0</b>	<b>3.4</b>	<b>3.1</b>	<b>2.0</b>

Taux de croissance moyens

**SIMULATION No1 ("BASE 1")**  
**ELEMENTS SUPPLEMENTAIRES POUR L'ANALYSE**  
**DU POIDS DE CERTAINES DEPENSES SOCIALES**

**TABLEAU 7.2.A : INDICATEURS DU POIDS DES DEPENSES SOCIALES**  
**(MASSES SALARIALES, SALAIRE MOYEN MOINS DEPENSES SECURITE SOCIALE)**

	1987	1995	2000	2010	2020	2030	2040
Assiette des cotisations nette des dépenses sociales (Régime salariés)(*)	1143	1701	1996	2351	2498	2529	2847
Assiette des cotisations nette des dépenses sociales (Régime indépendants)(*)	509	688	807	995	1140	1250	1434
Salaire moyen net de la dépense sociale moyenne par emploi (Régime salarié(**))	472	640	727	874	995	1114	1355
Revenu moyen net de la dépense sociale moyenne par emploi (Rég. indépendants(**))	766	935	1056	1332	1643	2008	2494

(\*) Milliards de F.B. de 1987

(\*\*) Milliers de F.B. de 1987

**TABLEAU 7.2.B : INDICATEURS DU POIDS DES DEPENSES SOCIALES**  
**(MASSES SALARIALES, SALAIRE MOYEN MOINS DEPENSES SECURITE SOCIALE)**

	1995/ 1987	2000/ 1995	2010/ 2000	2020/ 2010	2030/ 2020	2040/ 2030
Assiette des cotisations nette des dépenses sociales (Régime salariés)	5.1	3.3	1.6	0.6	0.1	1.2
Assiette des cotisations nette des dépenses sociales (Régime indépendants)	3.8	3.2	2.1	1.4	0.9	1.4
Salaire moyen net de la dépense sociale moyenne par emploi (Régime salariés)	3.9	2.6	1.9	1.3	1.1	2.0
Revenu moyen net de la dépense sociale moyenne par emploi (Régime indépendants)	2.5	2.5	2.3	2.1	2.0	2.2

Taux de croissance moyens